

L'ÉCONOLIEN

Bulletin de liaison du Département de sciences économiques
de l'Université de Montréal et de ses anciens et amis

Numéro 9
Octobre 2005

Mot de la rédaction

Nous sommes heureux de vous offrir, à l'occasion du 9^{ème} numéro de *L'ÉCONOLIEN*, une nouvelle rubrique intitulée *Il y a déjà 100 ans !* Dans cette rubrique dont le texte sera court, nous rappellerons un événement marquant pour le monde des économistes, qui s'est produit il y a un siècle : naissance ou décès d'un grand économiste, publication d'une œuvre majeure, création d'une institution ou signature d'un traité d'envergure, etc. Dans le présent numéro, nous avons choisi de rappeler la contribution à la théorie du duopole, faite par Heinrich von Stackelberg, né le 31 octobre 1905.

Dans le précédent numéro, le rédacteur de *L'ÉCONOLIEN* avait mentionné sa participation à un colloque sur les impacts de la mondialisation dans la Caraïbe, qui s'était tenu à Port-au-Prince en septembre 2004 et au cours duquel il avait rencontré plusieurs de nos anciens diplômés de Haïti. Mu par un sens de modestie, qui s'est avéré a posteriori mal placé, il avait omis de faire part du dîner organisé en son honneur par ces mêmes anciens dans un grand restaurant de la capitale haïtienne et à l'occasion duquel lui fut offerte une plaque gravée dont le texte célèbre sa contribution, depuis 1976, à la direction des travaux de recherche d'étudiants de notre Département, originaires de l'île. Cette omission, il l'a appris plus tard, a attristé plusieurs de ses hôtes. Il s'en excuse vivement auprès d'eux et tient à les rassurer : la plaque est accrochée au mur de

son bureau à l'Université de Montréal, à un endroit bien visible de tout visiteur.

André Martens en collaboration avec Suzanne Larouche-Sidoti

Mot du directeur

Comme toujours, il y a de l'action au Département! Comme vous le lirez à la rubrique « Au 6^e étage », de nouveaux professeurs se sont joints ou se joindront sous peu à nos rangs. *Sidhartha Gordon* et *Onur Özgür*, deux récents doctorants, rejoignent à notre solide groupe de microéconomistes. *Marine Carrasco* quittera en décembre l'Université Rochester pour venir renforcer notre brillante équipe d'économètres. Depuis quelques années, le Département poursuit une cure de

rajeunissement, cure qui durera encore quelques années. Non seulement le visage du Département se rajeunit, mais il s'internationalise. Ces nouveaux recrutements s'inscrivent dans cette tendance. Notre Département s'est toujours enorgueilli de regrouper des professeurs de différentes cultures. Dix pays (et pratiquement autant de langues!) sur quatre continents y ont maintenant voix. Si on incluait nos chargés de cours réguliers, on y ajouterait encore quelques pays! Cette riche diversité culturelle

représente un atout tant pour le corps professoral que pour nos étudiants dont une forte proportion n'est pas canadienne. Par cette ouverture sur le monde, notre Département vibre à l'heure de la mondialisation. N'est-ce pas là le véritable caractère d'une « université »?



Bernard-David Solomon, Markus Hermann, Pavel Sevcik, Nelnan Koumtingue, et Firmin Doko Tchatoke, étudiants au Ph.D., lors du BBQ sur le Mont-Royal

Nos professeurs continuent de recevoir de prestigieux prix! ... et nos étudiants, de nombreux prix et bourses! Parmi les professeurs, mentionnons ici *Jean-Marie Dufour* et *Gérard Gaudet*.

Nous avons connu une autre rentrée scolaire fructueuse. Plus de 275 nouvelles figures sillonneront cette année les méandres académiques du 6^e étage! On compte 136 nouveaux étudiants dans nos trois programmes de premier cycle en sciences économiques, et 91 autres, dans nos programmes bidisciplinaires. À la maîtrise, 36 nouveaux étudiants viennent parfaire leurs connaissances et se préparer au marché du travail. Au doctorat, nous accueillons 13 nouveaux étudiants qui passeront les quatre ou cinq prochaines années de leur vie au 6^e étage! Comme c'est le cas depuis quatre ans déjà, nous avons rencontré nos doctorants (nouveaux et anciens) sur le Mont-Royal pour un BBQ de la rentrée au début septembre. Au menu, merguez et brochettes shish taouk servies sur baguette française! Ce fut l'occasion pour les professeurs, les doctorants et les autres membres du personnel de renouer suite aux vacances estivales. Nous en avons également profité pour distribuer un magnifique (!) T-Shirt du Département, ce qui en a réjoui plus d'un!

Je souhaite à toutes et tous un très bel automne!

Michel Poitevin

I *l y a déjà 100 ans!*

Le 31 octobre 1905, naissait à Kudinowo, près de Moscou, Heinrich von Stackelberg, d'un père, directeur de fabrique, originaire de l'Estonie, et d'une mère née en Argentine. La famille décida de fuir la Révolution russe pour se réfugier en Crimée et, ensuite, en Allemagne. Le jeune Heinrich fit des études d'économie à l'Université de Cologne. Il enseigna aux universités de Berlin (1935-1941) et de Bonn (1941-1944) où, dit la chronique, il nourrit une forte sympathie pour le régime nazi. Enrôlé brièvement dans l'armée allemande à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il quitta l'Allemagne, en 1944, pour l'Espagne franquiste où lui fut offert un poste de professeur invité à l'Université de Madrid. Il mourut dans la capitale espagnole en 1946, à l'âge de 41 ans.

Bien que von Stackelberg s'intéressât aux théories du capital, des coûts de production et du taux de change, entre autres, c'est surtout sa contribution à l'analyse du duopole qui passa à la postérité.

Le duopole avait déjà été étudié par le Français, Antoine-Augustin Cournot (1801-1877).

Selon ce dernier, chacune des deux firmes produit de manière isolée les quantités qu'elle offrira sur le marché. Ces quantités sont décidées sur la base de la connaissance de la structure du marché (il n'y a qu'une concurrente) et de la fonction de demande, ainsi que sur le fait qu'en l'absence de communication, aucune des deux firmes ne connaît à l'avance la quantité qui sera produite par sa concurrente. Dans ce cas, la firme 1 calcule les quantités qui maximisent son profit pour chaque niveau de production possible de la firme 2, tout en négligeant les répercussions de ses décisions sur la production de cette dernière qui, comme il l'a été dit, n'est pas à même d'identifier a priori les quantités qui seront offertes par la concurrente. La firme 2 a un comportement identique. En conséquence, à l'équilibre, chaque firme doit être satisfaite de sa quantité produite et donc être sur sa fonction de meilleure réaction à la quantité d'équilibre de sa concurrente. À cet équilibre, aucune des deux firmes ne peut augmenter son profit total en modifiant la quantité qu'elle produit.

Le duopole de Cournot correspond ainsi à une situation où les deux firmes sont dans une situation relativement égalitaire, aucune d'elle n'étant dans une position de domination, d'où son nom de modèle « suiveur-suiveur », l'équilibre du système correspondant à une solution de Nash d'un jeu non-coopératif. Or, dans la réalité, il peut s'avérer qu'une des firmes ait une position dominante parce que soit elle occupe une part importante du marché, comme Microsoft dans le marché des systèmes d'exploitation pour les PC ou, pour certains, l'Arabie Saoudite par rapport au reste des pays de l'OPEP dans le marché du pétrole, soit elle a un comportement agressif et innovateur, tel qu'illustré par la lutte que se sont menée Dell et IBM sur le marché des PC compatibles.

C'est précisément ce genre de situation qu'a formalisé von Stackelberg. Dans son modèle, il y a une firme dominante, appelée le meneur (*der Führer*) et une firme dominée, ou encore, un ensemble de petites firmes constituant ce qui est appelée la frange concurrentielle. Dans ce dernier cas, la firme dominante connaît parfaitement les quantités qu'offrira la frange concurrentielle aux différents prix, les petites firmes concernées ayant un comportement de firmes en concurrence parfaite car produisant la quantité qui égalise leur coût marginal de production au prix du marché. Cette information qu'a le meneur sur la courbe d'offre de la frange concurrentielle lui permet de déduire sa propre courbe de recette moyenne comme la différence entre la demande du marché et l'offre de la frange et, par voie de conséquence, de déduire sa courbe de recette

marginale. Il produira ainsi la quantité qui égalise son coût marginal à sa recette marginale et fixera le prix, qui deviendra le prix d'équilibre du marché, au niveau de la recette moyenne correspondant à cette quantité. C'est ce prix qui permettra aux firmes de la frange de décider de la quantité qu'elles produiront. Il est possible de montrer que, dans une telle situation, le meneur améliore sa situation par rapport à un équilibre de Cournot. Il faut néanmoins souligner que si, dans le cas d'un duopole au sens strict, les deux firmes agissent toutes deux comme des meneurs, il n'y a pas d'équilibre possible, situation connue, dans la littérature, sous le nom de « déséquilibre de Stackelberg » et dont un bon exemple contemporain est la rivalité, en matière de construction aéronautique, qui oppose Airbus et Boeing depuis maintenant près de 40 ans.

Les historiens de la pensée économique considèrent que l'ouvrage dans lequel von Stackelberg exposa sa théorie du duopole, *Marktform und Gleichgewicht* (« Structure du marché et équilibre »), publié en 1934, fut, à l'époque, une contribution comparable à celles de *La théorie de la concurrence monopolistique* de Edward Chamberlin (1933) et de *L'économie de la concurrence imparfaite* de Joan Robinson (1934).

Références :

- Boyer, M. and M. Moreaux (1983), « Conjectures, Rationality and Duopoly Theory », *International Journal of Industrial Organization*, Vol. 1, 23-41.
- Krelle W. (1987), « Stackelberg, Heinrich von », dans *The New Palgrave, A Dictionary of Economics*, The Macmillan Press Limited, London, Vol. 4, p. 469-470.
- Negishi, T. (1989), *History of Economic Theory*, North-Holland, Amsterdam, p. 245.
- Rurshmann D. (1991), *Kampf um die Führung*, Die Zeit 42.
- www.oeffentliche-finanzen.de/zeit/stackelberg.htm
- von Stackelberg, H. (1934), *Marktform und Gleichgewicht*, Julius Springer, Berlin und Wien.
- <http://yildi.free.fr/murat/micro2web/node.32.html>

Au 6^e étage

La grève déclenchée en mars dernier par les associations d'étudiants du Québec, en guise de protestation contre les modifications apportées par le ministère de l'Éducation à son programme de bourses et de prêts, a peu mobilisé les étudiants de notre Département, à la différence de ceux d'autres

départements et écoles de l'Université de Montréal. Seuls les étudiants de notre 1^{er} cycle ont participé, de manière assez symbolique, à une marche de quelques heures dans les rues de Montréal. Insouciance de la part de nos futurs économistes ou choix rationnel, on peut épiloguer là-dessus.

Maurice Lagueux, professeur titulaire au Département de philosophie de l'Université de Montréal, qui a enseigné pendant plus de vingt ans l'histoire de la pensée économique à notre Département, a pris sa retraite en 2005.



Maurice Lagueux

C'est en 1965 que **Maurice** complète, à l'Université de Paris, un doctorat de 3^e cycle en philosophie avec une thèse intitulée « Merleau-Ponty et la tâche du philosophe ». La même année, il est embauché au Département de philosophie de notre Université en vue principalement d'offrir un enseignement en philosophie de l'histoire. Entre 1968 et 1970, il profite d'un congé d'enseignement pour décrocher une maîtrise en sciences économiques à l'Université McGill, son mémoire portant sur le thème « Propriété et externalité ». C'est dans le prolongement de ce double intérêt pour l'histoire et l'économie qu'il assurera un enseignement en épistémologie des sciences sociales et, à notre Département, à partir de 1978, en histoire de la pensée économique. Il se penchera, en particulier, sur l'œuvre de Karl Marx. En 1982, il publiera d'ailleurs aux Éditions HMH, à Montréal, *Le marxisme des années soixante*, ouvrage qui lui vaudra le prix du Gouverneur général du Canada dans la section « Essais ». En 1982-83, il occupera le poste de président de l'Association canadienne de philosophie. Au milieu des années 80, il s'est également découvert une véritable passion pour l'architecture, qui est devenue depuis, son troisième champ de recherche.

Nos anciens se souviendront longtemps de ce professeur affable et rigoureux, doublé d'un auteur prolifique. Nul doute que son départ à la retraite ne mettra pas un terme à ses activités de recherche et à sa production scientifique.

Notre collègue **Gérard Gaudet** a été élu, en 2005, membre de l'Académie des lettres et des sciences sociales de la Société royale du Canada. Dans la notice académique qu'a affichée la Société royale sur son portail, elle retient, entre autres, que **Gérard** est, sur la scène internationale, un des meilleurs spécialistes de l'économie des ressources naturelles et de l'environnement où il a contribué, de manière marquante, à l'étude du rôle de

l'investissement, de la taxation optimale, de l'effet d'incertitude et de l'ordre optimal d'épuisement des ressources. Sont aussi mentionnées les contributions de notre collègue à la théorie des oligopoles et, en particulier, la manière innovatrice dont il a étudié l'effet des structures de marché sur l'exploitation des ressources naturelles. **Gérard** sera officiellement reçu à la Société royale lors d'une cérémonie qui se déroulera, le dimanche 27 novembre 2005, au Musée canadien des civilisations à Gatineau. Rappelons que **Gérard** a accordé un entretien à *L'Éconolien* en mai 2004, à la rubrique *Un prof nous parle* (no 7, p.11-13) et qu'il a contribué récemment à la création de l'Atelier d'économie des ressources naturelles et de l'environnement de Montréal, dont la liste des activités peut être consultée sur le site du CIREQ (www.cireq.umontreal.ca/resenv).

Dans l'entretien que nous avait accordé **Claude Montmarquette** en septembre 2003, dans le no 6 de *L'Éconolien* (p. 4 à 7), il nous avait parlé des raisons qui l'avaient poussé, en milieu de carrière, à embrasser l'économie expérimentale dont il nous illustra l'importance pour, entre autres, l'évaluation du degré d'acceptation par la population de certaines politiques publiques. La performance de **Claude** dans ce champ de spécialisation vient d'être reconnue en haut lieu. Depuis le 1^{er} juin 2005, il est titulaire de la Chaire Bell-Caisse de dépôt et de placement en économie expérimentale et ce, pour une période de trois ans.

À nouveau à l'honneur, notre collègue **Jean-Marie Dufour** a été élu, en 2005, *Fellow* de l'*American Statistical Association* (ASA) pour ses contributions à la méthodologie statistique utilisée en économétrie, dont les méthodes paramétriques, l'étude des séries chronologiques, l'analyse de la causalité et celle de l'inférence statistique dans des modèles faiblement identifiés, ainsi que pour les services qu'il a rendus à la profession. Pour apprécier la portée d'un tel honneur, il faut savoir qu'annuellement l'ASA limite le nombre de nouveaux *Fellows* à 1/3 de 1% du total de ses membres (toujours précis, ces statisticiens !). Selon l'information communiquée par le Directeur de notre Département, **Jean-Marie** serait, à l'heure actuelle, le seul *Fellow* de l'ASA encore en activité à l'Université de Montréal, le troisième au Québec, et le seul chercheur au Canada étant à la fois *Fellow* de l'ASA et *Fellow* de l'*Econometric Society*. Mais ce n'est pas tout. Toujours en 2005, **Jean-Marie** s'est



Jean-Marie Dufour

vu décerner par l'ACFAS (Association francophone pour le savoir) le prix Marcel-Vincent en sciences sociales, prix créé en 1975 en l'honneur de Marcel Vincent, premier président francophone de Bell Canada, et destiné à couronner les travaux d'une personne oeuvrant en sciences sociales. Lorsque la rédaction de *L'Éconolien* a félicité, par voie électronique, **Jean-Marie** pour ce double honneur, elle lui a mentionné qu'elle se proposait, en prévision d'autres prix et honneurs qu'il obtiendrait, de composer un message automatique qui pourrait être utilisé à chaque coup. La réponse de **Jean-Marie** fut immédiate : « surtout pas de messages automatiques, mon ordinateur est programmé pour les rejeter ». Pan dans l'œil !

Notre corps professoral s'agrandit. Dans le no 7 de *L'Éconolien*, de mai 2004 (p. 1), nous avons mentionné l'embauche de **Sidhartha Gordon**, citoyen à la fois de l'Équateur et de la France. **Sidhartha** ne nous a toutefois rejoints qu'en 2005 ayant passé une année comme *Research Fellow* au CORE de l'Université catholique de Louvain. Titulaire d'un Ph.D. en *Managerial Economics and Strategy* de la Kellogg School of Management de la Northwestern University, à Evanston aux États-Unis, et d'un diplôme d'études



Sidhartha Gordon

appliquées en économie de DELTA-EHESS à Paris, et aussi ingénieur de l'École polytechnique de Palaiseau en France, il a comme champs d'intérêt l'économie de l'information, la théorie des jeux, la théorie des choix sociaux et l'organisation industrielle. Un deuxième nouvel arrivant est **Onur Özgür**, originaire, quant à lui, de la Turquie où il a obtenu un MBA et un MA en économie. Détenteur d'un Ph.D. de la New York University (NYU), il porte un intérêt particulier à l'économie théorique et appliquée, aux contrats dynamiques et à l'économie sociale. **Onur** a deux articles acceptés, l'un, avec Alberto Bisin de la NYU et Ulrich Horst de Princeton, dans le *Journal of Economic Theory*, et l'autre, avec Douglas Gale, lui aussi de la NYU, dans les *Papers and Proceedings* du *Journal of the European Economic Association*. Nous souhaitons la bienvenue, dans notre Département, à **Sidhartha** et à **Onur**.



Onur Özgür

Ayant reçu une promotion, *Ève Fiset*, qui était agente de secrétariat à notre Département depuis environ 4 ans, nous a quittés en août, pour rejoindre le Service d'accueil et de gestion des études (SAGE) de la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal, passant ainsi du 6^e au 1^{er} étage. Le SAGE est un centre de services pédagogiques et administratifs pour les étudiants et les départements de la Faculté ainsi que de gestion de programmes facultaires, c'est-à-dire incluant plus d'un département, et de mise à niveau pour des nouveaux inscrits. Au cours d'une petite cérémonie, tenue le 1^{er} septembre à notre Département et agrémentée d'un buffet libanais, *Ève* a reçu des mains de notre directeur un enregistreur-lecteur de DVD et le gaminet (*T-Shirt*), de couleur gris clair, qui vient d'être créé et sur lequel figure le nom du Département et de l'Université. Si vous rendez visite au Département, n'oubliez pas de prendre possession de votre gaminet au local C-6010. Il ne vous en coûtera que 10\$.

Ève a été remplacée par *Micheline Côté* qui occupait le poste de commis à la résidence des étudiant(e)s de l'Université de Montréal et qui est une adepte inconditionnelle de la plongée sous-marine, comme d'ailleurs notre jeune collègue, *Onur Özgür*. Une nouvelle palanquée en perspective!

Voici les étudiants qui ont reçu des prix et bourses (les bourses renouvelées ne sont pas mentionnées).

Prix de la Fondation Lise-Salvas

Marjolaine Gauthier-Loiselle

Prix de la Fondation Maurice-Bouchard

Marjolaine Gauthier-Loiselle

Prix André-Raynauld

Marjolaine Gauthier-Loiselle

Prix d'excellence au premier cycle

➤ **en économétrie**

Bryan Breguet

➤ **en macroéconomie**

Bruno L'Espérance

➤ **en microéconomie**

Jonathan Gosselin

➤ **en outils mathématiques**

Karyne B. Charbonneau

Ingrid Mujica Canas

Prix d'excellence en enseignement

Prosper Dovonon (automne 2004)

Hasina Rasata (automne 2004)

Christian Felix (hiver 2005)

Jérémie Lefebvre (hiver 2005)

Bourse de la Banque Laurentienne

Barnabé Djegnéné

Bruno Feunou Kamkui

Bourse Promo 2000

Marjolaine Gauthier-Loiselle

Bruno L'Espérance

Bourse du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

Luk Arbuckle

Marjolaine Gauthier-Loiselle

Bourse du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC)

Markus Herrmann

La liste complète des prix et bourses peut être consultée sur notre site Internet :

www.sceco.umontreal.ca/bourses/2004-2005.htm

Cette rubrique ne pouvant fidèlement reproduire l'ensemble des activités du 6^e étage, nous suggérons à nos lecteurs qui veulent avoir une vue plus complète de l'évolution du Département de consulter notre rapport d'activités 2004/2005 : www.sceco.umontreal.ca/publications/rapportactivite/index.htm

Coup de projecteur sur nos chargé(e)s de cours

- Anca Jurca -

Anca (M.Sc., 2003) a fait la première partie de ses études dans son pays d'origine, la Roumanie, où elle obtint un DEC en mathématique et physique de l'Institut Axente Sever de Medias (1980) ainsi qu'un certificat en pédagogie (1989) et un B.Sc. en génie mécanique (1991) de l'Université de Pitesti. Toujours à Pitesti (prononcez « Pitechti »), centre industriel situé en bordure de la chaîne des Carpates, elle commencera une carrière professionnelle, en 1980, comme technicienne, puis ingénieur, dans une entreprise de constructions civiles et industrielles, occupant en 1992-93 un poste de professeur de mathématiques au lycée industriel de l'endroit.

Arrivée en 1993 au Canada, pays dont elle a maintenant la nationalité, elle complète avec succès, en 1999, à l'Université de Montréal, le baccalauréat bidisciplinaire en mathématiques et économie et, en 2003, la maîtrise en sciences économiques. Son rapport de recherche à la maîtrise s'intitule "Participation endogène et comparaison de deux procédures d'appels d'offres", avec comme directeur de recherche Jacques Robert et co-directeur Yves



Anca Jurca

Richelle. Durant ses études de maîtrise, elle fut, à notre Département, auxiliaire d'enseignement en économétrie, techniques d'analyse et microéconomie, ce qui lui valut, à deux reprises, le Prix d'excellence du (de la) meilleur(e) auxiliaire d'enseignement en sciences économiques, tout en étant, parallèlement, auxiliaire de recherche en finance au CIRANO. Dès la fin de ses études de maîtrise, elle a rejoint le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux du Canada où elle est employée, comme agent d'approvisionnement dans le secteur de la recherche et développement et des services professionnels, poste qu'elle occupe encore à ce jour. Son travail y consiste principalement à attribuer des contrats pour des services de recherche et développement ainsi que pour des activités scientifiques connexes pour le compte de ministères et d'organismes clients afin de répondre aux besoins propres à leur mission en matière de science et de technologie. *Anca*, qui commença sa carrière au ministère à Ottawa a été transférée, à son grand bonheur, en 2005, à Montréal, ce qui lui permet d'être plus proche de sa fille, Violera, elle-même étudiante à notre Département.

C'est tout naturellement qu'en 2002, la direction du Département de sciences économiques de l'Université de Montréal, consciente du sens de la rigueur et des qualités pédagogiques de l'intéressée, lui proposa un poste de chargée de cours, ce qu'elle accepta. Depuis cette date, *Anca* a enseigné chez nous, sans interruption, notamment les cours de Principes d'économie et d'Initiation à l'économie.

Notre chargée de cours est parfaitement trilingue (anglais, français, roumain). En ses propres termes, sa double fonction au Ministère et à notre Département ne lui « laisse pas le loisir d'avoir des loisirs », sauf, à l'occasion pour lire un ouvrage sur l'histoire du Canada et, en particulier, du Québec, dont les péripéties l'intéressent beaucoup.

Échos des anciens et amis¹

Robert Lacroix (B.Sc., 1965) a terminé, au printemps 2005, sept années au poste de recteur de l'Université de Montréal. Le 12 mai, il a reçu la médaille de L'Ordre du mérite de l'Association des

diplômés. Comme le rapporte le Forum, organe d'information de notre Université, dans son édition du 30 mai, **Robert** a remercié, au cours de la cérémonie de remise de la médaille, non seulement ses collaborateurs mais aussi et, en particulier, son épouse Ginette, leurs trois filles et leurs huit petits-enfants qui durent subir, durant les sept années passées au rectorat, ses longues absences du milieu familial. À la soirée de gala qui suivit la cérémonie, tous - dont l'ancien premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, qui s'est exprimé dans un document vidéo - ont souligné les contributions de **Robert**, qualifié de « bâtisseur », au développement de l'Université de Montréal. En effet, sous sa direction, les critères de qualité et de performance de l'enseignement et de la recherche ont été renforcés, les inscriptions ont augmenté, les campagnes de financement ont connu un succès accru, permettant notamment la construction de nouveaux pavillons, et, non des moindres, les sports d'excellence ont été relancés comme en témoigne, entre autres, l'élan pris par notre équipe de football, les Carabins. Que fera **Robert** à l'avenir? Une chose est certaine : il regagnera, à Montréal, son bureau de chercheur au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, le CIRANO, dont il a été le PDG fondateur. Une autre chose semble aussi certaine : il n'entrera pas en politique. Il se dit toutefois prêt à participer à, voire à présider, des comités ou des commissions travaillant sur des dossiers d'intérêt public. Quoi qu'il fasse les prochaines années, il est sûr qu'on entendra encore parler de lui.

De toute évidence, **Robert Gagné** (Ph.D., 1990), professeur à HEC Montréal, ne rechigne pas à la tâche. En mai dernier, il a été nommé co-président d'un comité consultatif du Conseil de la fédération appelé à fournir aux Canadiens, dans un rapport attendu en fin d'année, une évaluation indépendante et objective du problème du déséquilibre fiscal au Canada et, plus particulièrement, de présenter des recommandations sur les moyens de le corriger. Le comité examinera les deux aspects du déficit fiscal, l'un vertical, l'autre horizontal. Le déficit fiscal vertical désigne l'écart existant entre les ordres de gouvernement (en clair, le fédéral et les provinces et territoires) pour ce qui est de l'adéquation entre les sources de revenus et les responsabilités de dépenses, étant donné que si un ordre de gouvernement perçoit plus d'impôts et de taxes que ce dont il a besoin, il limite d'autant la capacité d'un autre ordre de gouvernement d'aller chercher des recettes fiscales pour faire face à ses propres besoins. Le déficit fiscal horizontal désigne les différences dans la capacité des provinces et territoires canadiens de prélever des revenus pour répondre aux besoins de leurs citoyens.

¹ Lorsque le nom d'un ancien est cité, apparaît entre parenthèses le dernier diplôme qu'il a obtenu au Département de sciences économiques de l'Université de Montréal et non pas le dernier diplôme qui lui aurait été octroyé par un autre département de notre université ou celui d'une autre université.

La co-présidente de ce comité est la politicologue, Janice Gross Stein, reconnue internationalement, de l'Université de Toronto. Pour ceux de nos anciens et amis vivant à l'extérieur du Canada et pour certains mêmes qui y vivent et qui n'auraient pas entendu parler du Conseil de la fédération, il s'agit d'une institution, créée à Charlottetown à l'Île Prince-Édouard, en décembre 2003, rassemblant les premiers ministres des dix provinces et des trois territoires du Canada, dont l'objectif est de « jouer un rôle de leadership dans la revitalisation de la fédération canadienne et l'édification d'un régime fédéral plus constructif et coopératif ». Tout un programme ! En juillet, **Robert** a, en outre, accepté le poste de directeur de l'Institut d'économie appliquée de HEC Montréal. **Nicolas Marceau** (M.Sc, 1988), professeur à l'UQAM et directeur de 2002 à 2005 du Centre interuniversitaire sur le Risque, les Politiques Économiques et l'Emploi, le CIRPÉE, a reçu en 2005 le Prix de la recherche décerné par l'École des sciences de la gestion de l'UQAM. Les intérêts de recherche de **Nicolas**, qui a publié, entre autres, dans l'*American Economic Review* et l'*International Economic Review*, sont les finances publiques, l'économie du droit et celle du développement. Il est également Président désigné 2005-2006 de la Société canadienne de science économique (SCSE) et, de ce fait, appelé à organiser le 46^e congrès de cette Société, qui se tiendra à Montréal en mai 2006 (voir ci-après, p. 25). **Luc Vallée** (M.Sc, 1986), vice-président et économiste en chef à la Caisse de dépôt et placement du Québec, a été élu Président 2005-2006 de l'Association des économistes québécois (ASDEQ). **François-Éric Racicot** (M.Sc, 1993) a cessé d'enseigner la finance à l'UQAM, ayant rejoint, à titre de professeur régulier, le Département des sciences administratives de l'UQO (Université du Québec en Outaouais). Il vient de publier un article, destiné aux professionnels de la finance, dans un ouvrage collectif, dirigé par G. Gregoriou, N. Papageorgiou, G. Hübner et F. Rouah, paru chez Wiley Finance en 2005 « *Hedge Funds : Insights in Performance Measurement, Risk Analysis and Portfolio Allocation* », l'article lui-même, qui a comme co-auteurs A. Coën, A. Desfleurs et G. Hübner, s'intitulant *A Reappraisal of the Performance of Hedge Funds in the Presence of Errors in Variables*. **François-Éric** continue de collaborer avec son co-auteur de longue date, Raymond Théorêt. Ils préparent un nouvel ouvrage sur la gestion des risques et la finance computationnelle.

François Deschenaux (M.Sc, 2001) se félicite d'avoir fait sa recherche de maîtrise sous la direction de notre collègue, **Claude Montmarquette**,

dans le domaine de l'économie de la main-d'oeuvre, étant donné que son travail chez Bell, où il occupe, depuis mai 2005, le poste de Directeur régional - Gestion de la performance, lui demande de s'intéresser à tout ce qui concerne la productivité et la qualité de la main-d'œuvre ainsi qu'à la sous-traitance. **François** nous rappelle qu'il a travaillé chez Bell tout au long de ses études de bac et de maîtrise. Il ajoute : « il y a des emplois intéressants dans le secteur privé » pour ceux qui se sont spécialisés dans le domaine qui est le sien. **Marcel Monette** (M.Sc., 1983) a quitté, le 30 avril dernier, de son propre gré, le cabinet montréalais de consultation SOFEG dont il était partenaire-associé depuis 2001. Après s'être donné une période de réflexion sur son avenir professionnel, il a accepté, en août, de joindre une de nos grandes ONG, spécialisée dans le développement international, le Centre d'étude et de coopération internationale ou CECI, fondé en 1958 et dont la mission est de combattre, dans le monde, la pauvreté et l'exclusion. Il y agit à titre de chargé de projets senior pour la région de l'Asie, plus spécifiquement, pour le moment, d'un projet au Népal et d'un autre au Vietnam. Le projet au Népal, financé par l'ACDI, a pour nom SAHAKARYA, ce qui signifie en *népali* « travailler ensemble », et vise à améliorer les conditions de vie de 30 000 familles vivant dans les collines du Népal occidental. Il aura aussi la tâche de contribuer au développement du programme du CECI en Asie, ce qui l'obligera, bien que basé à Montréal, à séjourner dans la région de 10 à 15 semaines par an. Un véritable défi pour **Marcel** qui avait, jusqu'à présent, circonscrit ses activités d'économiste à l'Afrique subsaharienne et du Nord, défi qu'il compte bien relever en y apportant tout son enthousiasme. Notre ancien semble avoir transmis sa passion pour le développement international à ses deux enfants, Mathieu (22 ans) et Émilie (20 ans), qui ont exprimé le désir de poursuivre leurs études universitaires dans ce champ. **Marcel** avait accordé, en novembre 2001, un entretien à *L'ÉCONOMIEN* (no. 4, pp.6-9), dans lequel il nous avait parlé des raisons qui l'avaient poussé à s'intéresser au sort des populations des pays pauvres et de son expérience en Afrique où il vécut longtemps avec son épouse, Maryse, et leurs enfants.

Cela bouge au ministère des Finances du Canada. **Renée Budding-Gray** (M.Sc, 1995) y est retournée après un congé de maternité, son fils, prénommé Jeremy, ayant vu le jour le 1^{er} juillet 2004. Elle est à la Division de l'impôt des entreprises où elle travaille, plus particulièrement, sur la fiscalité environnementale et des ressources naturelles. Ceci n'empêche pas **Renée**, servie par une expérience de deux années au Mali, avec le *Christian Reformed*

World Relief Committee, dans la mise en oeuvre de programmes d'éducation sanitaire, de continuer à s'intéresser aux questions de développement. À ce titre, elle agit comme bénévole, pour le compte d'une ONG, faisant des présentations, à des groupes de la région d'Ottawa, sur les questions de pauvreté et de justice. **Nicolas Blouin** (M.Sc., 2001) est toujours au ministère des Finances du Canada, où il a été promu économiste principal à la Division de l'analyse et des prévisions économiques. À ce même Ministère, **Julie Aubut** (M.Sc., 2002) a été transférée à la Division des politiques et institutions internationales où elle a en charge le dossier de l'évaluation et du suivi de la santé financière des grandes banques régionales de développement, BAD, BID et consocors, ainsi que de la participation financière du Canada à ces dernières. Ceci l'amène à collaborer étroitement avec les fonctionnaires de l'ACDI et du ministère des Affaires étrangères. **Julie**, après avoir entamé une maîtrise en développement économique à la *London School of Economics*, avait été rattachée, à son arrivée au ministère des Finances, à la Direction des relations fédérales provinciales où elle put, nous dit-elle, mettre en pratique les enseignements de notre collègue **François Vaillancourt** sur le fédéralisme fiscal, et, plus spécifiquement, sur le programme canadien de péréquation. **Julie** a épousé, en juillet 2004, un autre ancien de notre Département, **Felipe Haristoy-Lavin** (Mineur, 1999). **Philippe Hall** (B.Sc., 2000), qui avait accordé un entretien à *L'ÉCONOMIEN* en février 2005 (no 8, pp.10-13), a pris un an de congé du Ministère pour aller travailler au FMI, à Washington. Depuis son arrivée sur les bords du Potomac, **Philippe** est allé en mission au Kenya et doit se rendre, en novembre, à Madagascar afin d'évaluer l'ensemble des conditions qu'a dû satisfaire le gouvernement malgache dans le cadre de son dernier accord avec le FMI au titre de la ligne de crédit dite Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC).

Également, des nouvelles du ministère des Finances du Québec. **David Bahan** (M.Sc., 1999) nous a fait parvenir une vaste étude dont il est le co-auteur avec Bernard Decaluwé et Nabi Annabi, de l'Université Laval, et André Lemelin, de l'INRS – Urbanisation, intitulée *Offre de travail endogène et mobilité du capital dans un modèle d'équilibre général calculable bi-régional*, étude qui fut présentée, en octobre 2004, à Séville, lors d'une conférence internationale sur le thème « *The State of the Art in Regional Modelling* ». Ce travail, réalisé par une équipe de recherche placée sous la responsabilité d'un autre de nos anciens, **Brian Girard** (M.Sc., 1990), directeur général, au Ministère, des politiques aux particuliers, vise à

fournir à l'institution un outil d'analyse des impacts de changements dans la fiscalité, le modèle retenu incluant non seulement la possibilité d'endogénéiser l'offre de main-d'œuvre et de rendre mobile le capital entre les activités de production, mais également celle de calculer les taux marginaux effectifs d'imposition. Au même Ministère, **Julien Barbeau** (M.Sc., 2004) travaille, depuis septembre 2004, à la Direction de l'encadrement du secteur financier, ce qui l'amène notamment à collaborer avec un groupe d'avocats à l'amélioration des lois financières du Québec, comme la Loi sur les assurances, la Loi sur les valeurs mobilières et la Loi sur les coopératives de services financiers.

Toujours au Québec, **Gilbert Martin** (M.Sc., 1974), chargé de projets à la Direction des statistiques économiques et sociales de l'Institut de la statistique du Québec, que nous avons croisé, en juillet à Montréal, à l'impressionnante conférence inaugurale donnée par l'économiste américain, William Baumol, au congrès annuel de la *Society for Economic Research on Copyright Issues*, nous a confirmé qu'il a toujours la responsabilité de l'élaboration de la matrice des coefficients d'impact directs, indirects et totaux, tels qu'ils peuvent être calculés sur la base du tableau des échanges interindustriels du Québec. Cette matrice de coefficients est régulièrement utilisée par des chercheurs des secteurs public et privé pour l'étude de l'impact de grands et moins grands projets sur l'économie québécoise. **Nicolas Bêland** (M.Sc., 1994) est, depuis quelques années, économiste à l'Office québécois de la langue française à Montréal, et chercheur associé à l'Institut canadien d'études sur les minorités linguistiques, sis à l'Université de Moncton au Nouveau-Brunswick. La recherche de **Nicolas** porte sur l'évolution, au fil de l'histoire, du rôle des langues, au Québec et dans le reste du Canada, dans la détermination des rémunérations et la délimitation de l'espace du marché du travail pour les gens de toutes origines. Il nous rappelle que son intérêt pour la dimension internationale ne date pas d'hier, comme sa constatation du phénomène de la mondialisation. En 1973, l'auto familiale avait embouti, sur une route désertique du Néguev, un tracteur d'un kibboutz conduit par un ... Lavallois. Plus tard, lors de ses études de maîtrise, il partit, grâce à une bourse, pour la Thaïlande afin d'y recueillir des données socio-économiques pour son mémoire consacré à la « séparabilité démographique faible » des dépenses des ménages thaïlandais en biens pour adultes et dirigé par notre collègue **Claude Montmarquette**. Résultat : il est aujourd'hui père de deux enfants aux yeux bridés et, véritable palette, aux cheveux blonds ou noirs de jais tachetés, paternité

oblige, de couleur rousse, qui parlent trois langues. **Isabelle Belley-Ferris** (M.Sc. en voie d'être complétée) travaille, depuis quelques mois, à Montréal, à la Société des casinos du Québec, filiale de Loto-Québec, où elle a intégré, comme analyste, un groupe en recherche et développement qui réalise, entre autres, des études de marché et des analyses de la clientèle. **Isabelle** y est très heureuse, le groupe de recherche étant particulièrement dynamique et convivial. Elle nous a aussi confié que l'enseignement en théorie des jeux, dispensé à notre Département, n'est pas, comme on pourrait le croire, à la source de sa décision de joindre un organisme s'occupant du jeu, elle-même n'ayant jamais suivi un cours avancé de théorie des jeux.

Ils ont quitté ou quittent le Canada. **Stéphanie Boulenger** (M.Sc., 1999), après plusieurs années passées à Paris, où elle a œuvré dans une association d'économistes de la santé, a rejoint, au tournant de l'année nouvelle, à Washington, la firme Abt Associates, pour travailler dans sa division « santé internationale ». Cette division, principalement financée par l'agence américaine d'aide au développement, USAID, a des projets un peu partout dans le monde, liés à des préoccupations aussi diverses que l'établissement des comptes nationaux de la santé, la lutte contre le paludisme et le sida, ainsi que la mise en place et l'évaluation de systèmes de soins de santé primaires. Dès son entrée en fonction, **Stéphanie** a été envoyée au Nigeria afin d'y évaluer les coûts d'implantation d'un plan de traitement du VIH/sida. Elle en est revenue, dit-elle, forte d'une expérience intéressante et très enrichissante. **Hilarion Rakotoarison** (M.Sc., 2003), après avoir réussi une seconde maîtrise, mais en théologie, celle-là, et à l'Université de Toronto, retourne dans son pays, Madagascar, s'il n'y est déjà. **Hilarion** s'est vu offrir un poste d'enseignant au Collège Saint-Michel, à Antananarivo. **Claudio Ramirez** (B.Sc., 1997) est parti, cet été, pour une période de deux ans, au Venezuela, où il occupe, à Caracas, le poste de deuxième secrétaire de la section commerciale de l'Ambassade du Canada. **Yoro Diakite** (M.Sc., 1992), de nationalité malienne, a été promu, à la fin de 2004, chef de la Division de l'intégration régionale et des études de la Banque ouest-africaine de développement, la BOAD, située à Lomé, au Togo. Il s'y occupe de dossiers, de nature stratégique, relatifs aux économies des pays membres. **Yoro** a également fait un stage, en 2004, au FMI, dans le domaine de la programmation financière. Au cours de ce séjour aux États-Unis, son épouse, Fatimah, a accouché, le 28 avril 2004, à Philadelphie, d'un charmant bébé, prénommé Abderhamane et surnommé par ses parents, « le petit

Américain ». Les **Diakite** ont maintenant trois enfants, une fille, Hawa (12 ans), et deux garçons dont l'aîné se prénomme Moussa (10 ans). **Jean-Claude Kessous** (M.Sc., 1979), qui pendant de nombreuses années a été partenaire dans un grand cabinet-conseil montréalais, surtout spécialisé dans l'international, vient de faire le grand saut ! Il est parti, en septembre, pour le Cameroun, accompagné de son épouse, Esther Elkrieff, avocate et conseillère en réformes juridiques et judiciaires, et de leurs filles, Laura et Anaïs. **Jean-Claude** a été nommé directeur du Bureau d'appui à la coopération canadienne, le BACC, à Yaoundé (dite « La fleurie »). Le BACC est une structure qui a pour mandat d'apporter un appui significatif à la réalisation du programme canadien de coopération avec le Cameroun. Il fournit les services requis pour la réalisation de ce programme tout en contribuant à l'analyse de la situation socio-économique, institutionnelle et politique du pays en plus de préparer les éléments techniques nécessaires au dialogue entre le Canada et le gouvernement local ainsi que les autres partenaires techniques et financiers. Le BACC offre également des services d'appui, dont informatiques et de transport, à toutes les directions de l'ACDI, aux responsables des projets de coopération, aux agences d'exécution présentes sur le terrain, ainsi qu'à des consultants canadiens séjournant au Cameroun et ayant des mandats liés au programme d'aide du Canada. **Lars Vilhuber** (Ph.D., 1999), depuis maintes années aux États-Unis, est devenu *Senior Research Associate* au *Cornell Institute for Social and Economic research* (CISER) de l'Université Cornell, à Ithaca, dans l'État de New York, où il est responsable, entre autres, du *Virtual Research Data Center*. Le CISER, qui a été fondé en 1981, a pour mission d'offrir des services de support à la recherche à tous les professeurs, chercheurs et étudiants aux études supérieures travaillant, à l'Université Cornell, dans le domaine des sciences sociales, ces services allant de la consultation proprement dite à la fourniture de logiciels récents d'analyse statistique et d'un environnement informatique à jour, en passant par la mise à la disposition des intéressés de banques de données de qualité.

Ils continuent leurs études ou sont en voie de les terminer. **Emmanuel Verrier-Choquette** (B.Sc., 2003), qui travaillait, à Miami, depuis septembre 2004, comme consultant et gestionnaire chez InfoAmericas, une firme spécialisée dans des services de consultation aux multinationales ayant des activités en Amérique latine, a décliné un poste que cette firme lui a offert au printemps à leur bureau de Mexico. Il a en effet préféré s'inscrire, pour les deux

prochaines années, à HEC Montréal, dans le programme de la maîtrise en management. On se souvient qu'en 2002, **Emmanuel** avait survécu à un cancer du sang, connu sous le nom de maladie de Hodgkin, tout en ayant continué à plein temps ses études à notre Département. Non seulement il a réchappé de cette terrible maladie, mais depuis, prend part à des courses à pied destinées à lever des fonds pour la lutte contre le cancer du sang. C'est ainsi qu'en 2005, il a couru trois demi-marathons et deux marathons, l'un à Anchorage, l'autre à San Francisco. Ceci lui a permis de récolter déjà pas moins de 15 000\$ pour la cause



Emmanuel Verrier-Choquette
(5 km sur South Beach, Miami,
mars 2005)

dans laquelle il s'est engagé. Nous lui devons beaucoup de respect, le félicitons chaleureusement et informons nos anciens et amis qu'il est encore possible de contribuer à la levée de fonds. Les dons, dont le montant minimal est de 25\$, peuvent être adressés, par chèque, à *The Leukemia and Lymphoma Society of Canada*, 936 The East Mall, Toronto, ON, M9B 6J9, avec la référence, à mettre clairement sur le chèque ou à son endos, Emmanuel V-Choquette TNT2005 NATMONDON 1326107. Vous êtes également invité à faire égaliser votre contribution par votre employeur. Précisez si vous désirez un reçu pour fin de déclaration fiscale. **Shahrazad Mobasher Fard** (B.Sc., 2005) a commencé en septembre sa maîtrise en finance et économie à la *London School of Economics and Political Science*. Aussi en Grande-Bretagne, **Mathieu Laberge** (B.Sc., 2004) a terminé, à l'Université de Nottingham, ses cours de M.Sc en économie et économie internationale ayant maintenu sa moyenne dans la zone « Merit », ce qui le classe dans le tiers des meilleurs. Il a consacré son mémoire à la construction d'un nouvel indicateur permettant de mesurer la propension d'un pays à connaître le terrorisme. Il a participé, en 2005, à une université d'été sur l'Union européenne, en compagnie d'étudiants provenant d'universités renommées, dont Harvard, Oxford et Cambridge, une semaine de travaux et de réflexion ayant porté sur le lobbying dans l'Union européenne. Nous avons toujours lu avec intérêt les articles qu'a régulièrement publiés **Mathieu**, dans le quotidien montréalais, *Le Devoir*, sur la vie politique, économique et sociale en

Grande-Bretagne. Depuis son retour à Montréal, il contribue à une nouvelle chronique du quotidien *La Presse*, intitulée *Québec, Grand Angle*. **Sophie Bernard** (M.Sc, 2005) a commencé à l'Université d'Ottawa, un doctorat s'orientant vers les domaines de l'environnement et du développement. **Judelande Jérôme** (M.Sc, 2002) est revenue à Montréal ayant été admise à notre programme de doctorat. Après l'obtention de sa maîtrise, **Judelande** a été économiste-senior à la Banque centrale de Haïti, la BRH, tout en étant économiste-assistante du représentant-résident du FMI en Haïti et professeure de finances publiques et de macroéconomie avancée à l'Université Quisqueya, à Port-au-Prince. Cet été, **Martine Voyer** (B.Sc., 2004), en rédaction de mémoire de maîtrise à l'Université de Sherbrooke, y a donné un cours d'introduction à la microéconomie et à la macroéconomie aux étudiants en administration des affaires, expérience qu'elle a trouvée fort stimulante. En septembre, elle a été engagée, à contrat, au ministère des Finances du Québec. Deux tâches lui ont été assignées : d'une part, réaliser un « journal interne », pour le bénéfice de ses collègues, sur ce qui se fait dans le monde pour contrer les problèmes posés par le vieillissement des populations et, d'autre part, effectuer des analyses économiques sur les réalisations au cours des 10-20 dernières années dans le domaine de la santé.

Encore davantage de nouveaux-nés chez nos anciens ! En plus des naissances déjà annoncées dans le corps de la présente rubrique, nous vous faisons part de la venue au monde, le 4 mars dernier, de Marc-Émile, fils de **Geneviève Dufour-Cloutier** (M.Sc, 1994) et de **Martin Boyer** (M.Sc, 1992), professeur agrégé de finance et d'assurance à HEC Montréal. Xavier (10 ans), Sébastien (8 ans) et Thomas (5 ans) ont accueilli avec enthousiasme l'arrivée de leur petit frère. **Karine Blondin** (M.Sc., 2003), agente de développement à la Conférence régionale des élus de Montréal, que nous avons rencontrée en mai à Gatineau, au congrès annuel de l'ASDEQ, nous a annoncé qu'elle était mère d'une petite fille, Rosalie.

Et même des naissances qui s'en viennent! Dahli, épouse de **Cheick Kader Yameogo** (B.Sc., 1997), qui avait accouché, à Montréal à l'automne 2003, d'une fille prénommée Himaya, doit à nouveau donner naissance en décembre prochain. **Cheick Kader** nous informe aussi qu'il a ajouté, dans son pays, le Burkina Faso, une unité de production de pâtes alimentaires à l'unité de fabrication d'eaux minérales JIRMA dont il nous avait longuement parlé dans l'entretien qu'il accorda à *L'Éconolien* et paru dans le no 7 de mai 2004 (p. 8 à 10). Cette nouvelle

activité ne l'a pas empêché de faire un investissement immobilier à Montréal, ville qui est, selon lui, plus intéressante pour ce type d'investissement que les grandes villes européennes.

Nos informations ne sont-elles pas à jour ou vous aimeriez qu'on parle d'autres ou de vous-même? Communiquez avec nous.

Une ancienne nous reçoit

Martine Hébert (M.Sc., 1990) est

lobbyiste de son état, une activité qui la tient fort occupée, au point qu'elle n'a pu accorder qu'une heure et demie de son temps à **L'ÉCONOMIEN**, ce qui cependant n'a aucunement affecté la qualité de l'entrevue, tant **Martine** est habituée, de par son travail, à converser avec les médias.



Martine Hébert

➤ C'est quoi au juste le lobbying ?

➤ C'est tout simplement l'ensemble des actions que posent des individus, des entreprises, des organisations - telles que des syndicats ou des associations sans but lucratif - pour obtenir ce qu'ils veulent du gouvernement. Pour ce faire, le ou la lobbyiste peut tenter d'influencer la prise de décisions relativement à l'élaboration ou la modification d'une disposition législative ou réglementaire, à l'attribution d'un permis, à celle d'un contrat, d'une subvention ou encore, à la nomination d'un administrateur public. En outre, il faut dire qu'il y a une foule de gens et d'organisations qui font du lobbying. On pense souvent que le lobbying est l'apanage de groupes d'intérêts comme le Conseil du patronat ou autres, mais il y a tout le lobby des groupes communautaires ou des entreprises culturelles qui récoltent des subventions du gouvernement comme les nombreux festivals (le Jazz, Juste pour rire, etc.). Cela ne leur plaît pas, je le sais, mais je dis toujours que parmi les grands lobbyistes que le Québec a connus se trouvent Françoise David, qui a été présidente de la Fédération des femmes du Québec et le Dr Réjean Thomas, médecin spécialiste du sida et président de

« Je suis une femme de contenu et non pas une gestionnaire de ressources humaines. C'est MOI qui fais la job! »

Médecins du monde. On voit donc que le vrai lobbying n'a rien à voir avec les personnages et les magouilles liés au scandale des commandites.

➤ Comment s'exerce le lobbying ?

➤ Les moyens qu'utilisent les lobbyistes sont très complexes et font partie d'une stratégie globale allant de rencontres avec les décideurs tant politiques (les ministres et leur personnel) qu'administratifs (les fonctionnaires), en passant par les stratégies de presse qui visent à influencer l'opinion publique et l'élaboration des dossiers et des argumentaires qui seront présentés en appui aux demandes formulées. Tout cela n'est pas facile à cerner, mais disons que lorsque l'on veut influencer une décision gouvernementale, on doit consacrer environ 10% de ses efforts auprès des instances politiques et le reste, à monter le dossier, à préparer des rencontres avec des fonctionnaires, etc. En fait, avec tout ce qui s'est dit dans les médias au cours des dernières années, on imagine que faire du lobbying c'est « courir des cocktails de ministres », mais dans la réalité, c'est très différent... Penser que le fait de connaître un ministre vous donne une garantie de succès pour faire passer ce que vous voulez au gouvernement, c'est se leurrer royalement. Faire du lobbying implique un ensemble de stratégies et d'actions qui sont beaucoup plus vastes que ce qui plane dans l'imaginaire collectif.

Cela étant dit, même si j'ai travaillé comme lobbyiste conseil sur plusieurs dossiers, j'ai une grosse partie de mon chiffre d'affaires qui est aussi lié aux « affaires publiques », domaine connexe et englobant le lobbying.

➤ La différence entre les deux ?

➤ Les activités réalisées dans le domaine des affaires publiques consistent, par exemple, à écrire des discours de PDG de grosses compagnies ou d'organisations pour des commissions parlementaires ou des assemblées publiques, à rédiger des communiqués de presse, des mémoires et des avis ou à élaborer des stratégies de positionnement public de différents dossiers. Il va de soi que lobbying et affaires publiques sont intimement liés. Comme nos gouvernements gèrent souvent par « revue de presse », les organisations doivent assurer leur présence dans les médias et les débats publics. Les affaires publiques concernent tout ce qui touche à la communication stratégique. Comment et à qui dire les choses pour qu'elles soient percutantes, comprises et, évidemment, convaincantes et retenues par les gouvernements.

- **De l'économie au lobbying? Aviez-vous des antécédents familiaux qui vous prédisposaient à cette bifurcation dans votre carrière?**
- *Pas du tout ! Aucun antécédent familial, ni en lobbying ni en économie d'ailleurs. Mes parents tenaient une pharmacie doublée d'une clinique médicale à Varennes, sur la rive sud du Saint-Laurent, où je suis née et ai fait mes études primaires. Mon frère a bien obtenu un bac à HEC Montréal et s'occupe d'affaires immobilières, mais le lien est ténu.*
- **C'est quand même au bac en sciences économiques que vous vous inscrivez chez nous en 1985.**
- *C'est exact. Après mon primaire, j'avais complété le secondaire au Couvent de Saint-Lambert, toujours sur la rive sud.*
- **Dans un couvent?**
- *Hé oui ! Mais j'étais externe. Bien que je fusse, je crois, une très bonne étudiante, la direction du couvent ne voulut jamais m'avoir en résidence. À leurs yeux, j'avais un esprit bien trop indépendant et je ne me pliais pas facilement aux règles strictes. J'ai toujours eu un côté un peu rebelle, je dois l'avouer... C'est toutefois durant mes études collégiales, plus précisément au Collège Édouard-Montpetit à Longueuil, que me vint le goût, ou plutôt la passion, devrais-je dire, pour l'économie. Le responsable en fut un merveilleux professeur d'économie internationale qui me transmit son amour de l'économie comme par osmose.*
- **Et c'est ainsi que vous complétez chez nous votre bac en 1987 et votre maîtrise en 1990.**
- *C'est bien cela. Dès le bac et durant la maîtrise, je fus aussi l'agente de recherche du professeur François Vaillancourt qui me donna l'occasion de travailler sur la pauvreté au Canada, la propriété des entreprises au Québec, les coûts de conformité de l'imposition au Canada et une foule d'autres sujets.*
- **Les coûts de quoi?**
- *Les coûts de conformité, traduction de «compliance costs ». Il s'agit des coûts, dont ceux en temps, que supporte un contribuable pour préparer et remplir sa déclaration fiscale et aussi ceux auxquels sont soumises les entreprises au Canada lorsqu'elles gèrent, pour le compte de l'État, la perception auprès des consommateurs de diverses taxes comme la TPS et la TVQ. Durant mes recherches, je fus aussi en contact régulier avec d'autres professeurs du Département, comme Robert Lacroix, et le politologue, André Blais, et également d'autres dont, malheureusement, le nom m'échappe.*
- **Vaillancourt sera également le directeur de votre mémoire de maîtrise.**
- *Oui, un mémoire consacré à une analyse économétrique des dépenses des ménages canadiens. La co-directrice en était la regrettée Lise Salvas-Bronsard qui, dans ses cours d'économétrie, nous avait fait « plancher » sur les manuels de Johnston et Maddala. C'est drôle parce qu'à l'époque, c'était le début des PC. Ce fut une véritable révolution pour nous qui étions habitués aux travaux à la dactylo ou « au propre ». Les PC nous aidèrent beaucoup, moi-même et mes proches condisciples, comme Nathalie Girouard, actuellement à Paris, à l'OCDE, et Yves Leduc, qui est maintenant à la Fédération des producteurs laitiers du Canada, à produire nos textes d'une manière plus efficace, plus rapide et plus présentable. Durant mes études de maîtrise, j'animerai aussi des séances de travaux pratiques pour plusieurs cours du bac et aurai même l'expérience très intéressante de donner le cours de Mathématiques pour économistes aux étudiants du 1^{er} cycle.*
- **Puis, c'est le marché du travail.**
- *Pas exactement, je travaillerai encore quelque temps pour M. Vaillancourt au C.R.D.E. de l'Université de Montréal. Vous savez, quand M. Vaillancourt vous prend sous son aile, il vous y garde. Vous êtes entre de bonnes mains. C'est un des deux personnages qui m'ont le plus influencée sur le plan professionnel. D'ailleurs, lorsque j'ai de grandes décisions professionnelles à prendre, je le consulte encore aujourd'hui. Il me connaît par cœur (surtout mon côté rebelle) et est toujours de bon conseil. Le second sera, plus tard, Ghislain Dufour, ancien président du Conseil du patronat du Québec et un de nos plus grands lobbyistes, actuellement à l'emploi de National, un important cabinet de consultation en relations publiques. D'ailleurs, je ne manque pas d'aller, environ une fois par mois au restaurant avec Ghislain Dufour pour parler de lobbying et d'affaires publiques et aussi recueillir ses conseils. C'est un très grand homme que j'apprécie beaucoup.*
- **En 1991, on vous retrouve, comme analyste de risques, à la Banque Royale que vous quittez d'ailleurs rapidement.**
- *Je n'avais pas, en effet, le « profil banque » même si à l'époque le fait d'être une femme et en plus francophone m'avantageait énormément au chapitre du développement de ma carrière.*
- **C'est à cette époque, que vous entamez un parcours professionnel que vous qualifiez vous-même de « non linéaire ».**

- *Exactement. Je m'étais intéressée de plus en plus au développement du Québec. Déjà, à l'été 1989, j'avais fait un stage à Genève à la section des droits de l'homme du Département d'information publique des Nations unies – grâce notamment, à votre lettre de référence, M. Martens. Par la suite, j'occuperai diverses fonctions et effectuerai du bénévolat dans plusieurs associations. Au plan professionnel, je me trouverai plongée à la fois dans le social et le culturel lorsque j'accepterai, en outre, en 1991, le poste de directrice générale d'une station de radio de Montréal qui diffusait en plusieurs langues, le CINQ-FM. J'y resterai jusqu'en 1993 ayant mis sur pied un contrôle administratif et une stratégie de recherche et de gestion de fonds, qui firent passer la station d'une situation déficitaire à une situation de surplus. J'y ai fait mes premières armes en lobbying quoi ! Les affaires publiques proprement dites suivront peu après avec le poste de coordinatrice du Comité de travail sur le travail autonome, que j'occuperai de 1994 à 1997 au sein du Groupe conseil Saint-Denis. Les travaux que nous avons effectués avec ce comité ont permis de positionner ce dossier sur la place publique et auprès des gouvernements. Suivront mes mandats à titre de conseillère spéciale pour différents ministères, mon implication dans diverses campagnes électorales, puis mes fonctions de conseillère politique au cabinet de la ministre du Revenu du Québec et dans celui du ministre André Boisclair. Suite à ce passage en politique, j'assumerai, de 1999 à 2001, la direction des affaires professionnelles et gouvernementales dans un ordre professionnel. C'est d'ailleurs suite à cet emploi que j'ai décidé de lancer mon propre cabinet d'affaires publiques, en m'assurant, bien entendu, de garder mon ancien employeur comme client.*
- **Et l'économie dans tout cela?**
- *Très utile. Le fait d'avoir fait de l'économie m'a permis, et me permet encore, d'avoir une vue systémique des dossiers et de leurs enjeux. L'analyse économique nous forme à considérer de façon quasi-intuitive l'ensemble des enjeux relatifs à une problématique, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux ou culturels. Sans compter que l'économie m'a aussi permis d'être à l'aise avec les chiffres, leur traitement et leur interprétation, ce qui est fort utile et apprécié de mes clients.*
- **Avec votre expérience des cabinets ministériels et en matière de campagne électorale, vous auriez pu faire carrière en politique.**
- *Certainement. Mais, faire de la politique est très exigeant. C'est un emploi 7 jours sur 7, de 7 heures à minuit. Il faut une vocation pour faire cela pendant un grand nombre d'années car on y sacrifie toute notre vie ou presque. Sans compter que les politiciens sont très peu valorisés dans notre société... Cela étant dit, je n'exclus pas un jour de me présenter. D'ailleurs, j'ai encore récemment été courtisée par un parti. Mais il est difficile de laisser tomber ce qu'on a construit depuis cinq ans et de faire le saut, sachant ce qui nous attend. Cela étant dit, la porte n'est toujours pas fermée.*
- **Et c'est ainsi qu'en 2001, vous vous mettez à votre compte.**
- *Oui, j'ouvre au Centre-ville de Montréal, mon propre cabinet, **Martine Hébert Communication et Affaires publiques**. Je suis très contente d'avoir pris cette décision. Après 4 ans au Centre-ville, je viens tout juste de déménager mes bureaux sur le Plateau Mont-Royal, histoire de me rapprocher de la maison.*
- **Combien d'employés aujourd'hui?**
- *Aucun. J'ai bien un attaché de presse, une réviseuse de textes, un spécialiste en publicité, etc., mais ils sont tous à contrat. Je suis une femme de contenu et non pas une gestionnaire de ressources humaines. C'est MOI qui fais la job ! Lorsqu'on décide de grossir suffisamment pour avoir des employés, on se retrouve à faire davantage de gestion que de travail sur les contenus. Or, je l'ai dit, je ne suis pas une gestionnaire et je ne souhaite pas le devenir non plus.*
- **Des débuts faciles ou difficiles?**
- *Il est vrai qu'au début, j'ai éprouvé des angoisses à l'idée d'être à mon compte et de ne plus avoir une rémunération régulière, un salaire et tous les autres avantages qui viennent avec un emploi stable. Mais ces angoisses du début ont vite disparu pour céder la place à d'autres : comment livrer toute la marchandise et à temps.*
- **Qu'est-ce qui explique ce succès?**
- *D'abord, je suis compétitive. À titre d'exemple, un conseiller à l'emploi d'un grand cabinet conseil, et il y en a beaucoup dans mon domaine et des très grands, est obligé de facturer annuellement environ deux fois et demi ses émoluments. Cela fait en sorte que les tarifs horaires d'un grand cabinet sont très élevés (par exemple, pour quelqu'un de mon expérience, le tarif tourne autour de \$200-\$250/heure). Or, moi, j'ai très peu de frais fixes, je peux donc charger un taux horaire plus raisonnable. Ceci m'attire en particulier la clientèle de nombreuses*

associations (professionnelles, sectorielles, etc.). J'ai aussi été très bien servie par la publicité que m'a faite le livre que j'ai écrit et publié, en 2003, dans la collection « Savoir faire », aux Éditions Varia, à Montréal, « Les secrets du lobbying – Ou l'art de bien se faire comprendre du gouvernement ». Ce livre, écrit d'un coup, il m'a pris huit semaines, me vaut d'être invitée, plusieurs fois par mois, à donner des conférences sur mes activités ou des questions liées aux affaires publiques. En août 2005, par exemple, je me suis adressée à l'Union des producteurs agricoles et à la Fédération des producteurs de porc du Québec. J'ai finalement mes propres recettes. Entre autres, j'encourage mes clients, dans leurs relations avec le gouvernement, à s'efforcer d'avoir des contacts suivis avec les fonctionnaires et le personnel politique en charge de leur dossier. D'ailleurs, je consacre plusieurs pages de mon ouvrage à la manière de naviguer dans le labyrinthe gouvernemental.

- **Parlons, un peu plus en détail, de vos clients.**
- Comme je vous l'ai dit précédemment, ce sont surtout des associations, des corporations professionnelles ou des groupes d'intérêt. Cependant, il y a aussi de grandes entreprises et des personnalités publiques. Bon nombre de ces clients sont ce qu'on appelle dans le jargon des « retainers », c'est-à-dire des clients avec qui on fait affaire sur une base annuelle et sur plusieurs années. En ce qui concerne les mandats que j'ai reçus de mes clients, ils sont des plus divers. Ils m'ont impliquée dans des dossiers comme les modifications au Code du travail et à la Loi sur les normes du travail, en passant par la Loi 107 sur les services financiers au Québec, le Protocole de Kyoto et le projet de centrale thermique au gaz naturel Le Suroît, dans la région de Beauharnois, au Québec. Bref, la liste des sujets sur lesquels j'ai travaillé compte plusieurs pages. J'ai même des clients dans le domaine du cinéma ce qui, je vous le donne en scoop, m'a valu de jouer deux scènes dans un long métrage dont l'actrice principale est Louise Portal. Du coup, je suis devenue membre stagiaire de l'Union des artistes du Québec. J'ai bien aimé mon expérience et je me suis bien amusée. D'ailleurs, Louise Portal a semblé apprécier mon jeu, s'étant étonnée, en me voyant jouer, que je fusse encore si méconnue du public, n'ayant jamais entendu, et pour cause, parler de moi. La sortie du film est prévue en 2006.
- **Vous avez écrit un livre sur votre métier. Vous avez acquis, dans votre domaine, une longue expérience et des plus diversifiées. Ne vous est-**

il jamais venu à l'esprit d'enseigner le lobbying et les affaires publiques?

- Oui. Je ne refuserais pas de donner un cours sur ce sujet, qui trouverait bien sa place dans un département universitaire de communication ou de science politique.
- **Pour être dans une telle forme physique et mentale, vous devez « décompresser » à l'occasion.**
- Bien entendu. Depuis un an, je prends des cours de guitare électrique, la basse. J'essaie aussi de faire de deux à trois voyages par an à l'étranger. L'hiver, c'est le sud, ses plages et son soleil. L'été, c'est la Méditerranée. Et, en automne, sur une note davantage culturelle, je privilégie l'Europe ainsi que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. J'ai récemment visité la Jordanie et le Liban. Question sport, on me retrouve, quatre fois par semaines, dans un gymnase à Montréal, où je fais des exercices cardio-vasculaires et de la musculation. J'ai également obtenu, en septembre de cette année, le brevet me permettant de piloter des voiliers de type quillard.
- **Vous donnez tous les jours des conseils à beaucoup de monde. Vous en auriez bien un pour nos étudiants?**
- Évitez la linéarité. Épanouissez-vous professionnellement en suivant votre instinct et en saisissant les opportunités qui se présentent à vous. C'est souvent lorsque l'on saute qu'on voit apparaître le filet!

Merci ! On viendra vous voir au cinéma.

Un prof nous parle

Marcel Boyer est, au sein de notre Département, professeur et titulaire de la Chaire Bell Canada en économie industrielle. Il a accepté de s'entretenir avec **L'ÉCONOMIEN**, la rencontre s'étant déroulée au bistrot de la Librairie Olivieri à Montréal. Au menu, poulet grillé à l'origan et ficelle de bœuf, le tout arrosé d'un très bon vin rouge du Pays de L'Érault.



Marcel Boyer

Que signifie concrètement pour vous le fait d'être titulaire de la Chaire Bell Canada?

- D'abord un grand honneur d'avoir été choisi par la direction de l'Université et la direction de Bell Canada pour occuper cette Chaire et ensuite la responsabilité de veiller au développement et au rayonnement de la Chaire. Rappelons que les chaires Bell ont été au départ planifiées dès la création des Laboratoires universitaires Bell (LUB) au sein du Réseau de calcul et de modélisation mathématique (RCM₂) il y a de cela une dizaine d'années, selon un modèle proposé aux dirigeants de Bell Canada, de BCE Emergis et de BCE par Luc Vinet, l'actuel recteur de l'Université qui était alors Directeur du Centre de Recherches Mathématiques et PDG du RCM₂, et moi-même en tant que Directeur scientifique du CIRANO et Président du conseil du RCM₂. La Chaire est actuellement administrée dans le cadre du CIREQ.
- **Venons à vos débuts. Vous êtes, je crois, ce qu'on appelle un « Québécois pure laine ».**
- Oui, mais je me vois d'abord et avant tout un citoyen du monde. Je suis né à Saint-Jérôme, au Nord de Montréal, à l'entrée de la merveilleuse région des Laurentides. À Saint-Jérôme, mon père Léo tenait un commerce de machines à coudre NECCHI. Ma mère, Léonie, était femme au foyer. J'étais l'avant-dernier d'une famille de 5 enfants. C'est là aussi que je fis mon cours primaire. Malgré que mes parents n'aient complété que des études élémentaires partielles, je leur dois de m'avoir incité fortement, au prix de nombreux sacrifices pour eux et pour mes frères et soeurs, à poursuivre mes études. Bien que j'avais à peine 14 ans lorsque mon père est décédé, je me souviens très bien que, commissaire d'école dans les années cinquante, il était un irréductible défenseur de l'éducation et, à ce titre, un adversaire du premier ministre d'alors, Maurice Duplessis. À 16 ans, j'ai sérieusement pensé abandonner mes études pour prendre un emploi (au salaire horaire de 1,05\$) qu'on m'offrait dans une imprimerie. Ma mère m'a servi une fin de non-recevoir claire et nette qui n'appelait aucune réplique. Je n'«abandonnerai» finalement qu'une fois mon Ph.D. en poche...
- **Et votre secondaire ?**

« ... au risque de faire preuve d'immodestie, ... je suis fondamentalement un dilettante, mais dans le sens de la Renaissance italienne, à savoir quelqu'un qui s'adresse à son travail ou à son art, quoique très sérieusement, avant tout pour le plaisir que cela lui procure ».

- Après ma 7^e année d'études élémentaires, j'entrepris le « cours classique » d'une durée de 8 ans. Ce fut d'abord 3 années de résidence chez les Pères Oblats, à Chambly, sur la rive Sud du Saint-Laurent, puis 5 ans au « Séminaire de Sainte-Thérèse », au nord de Montréal.
- **On pourrait penser que vous vous destiniez à la prêtrise?**
- En fait, c'était surtout missionnaire que je voulais devenir, mais très tôt je fus happé par la littérature, encouragé par un professeur du nom de Jean-Louis Longtin, et ce, à un point tel que j'envisageai un moment de faire carrière comme professeur de lettres.
- **Objectif que vous abandonnez rapidement, n'est-ce pas?**
- Oui, car je rencontre plus tard, toujours à Sainte-Thérèse, un fascinant professeur de philosophie, Guy H. Allard, qui deviendra professeur à l'Institut d'études médiévales de l'Université de Montréal, et qui me donne le goût de la philosophie m'incitant à lire, entre autres, les œuvres complètes du jésuite Teilhard de Chardin, très mal vu à l'époque par la hiérarchie catholique, ce qui à mes yeux en augmentait grandement l'intérêt et la valeur.
- **Comment était la vie estudiantine au séminaire?**
- Intéressante -- j'étais d'ailleurs président de ma classe -- mais très encadrée, beaucoup trop à mon goût. À titre d'exemple, j'avais lancé un journal mural au style plus spontané que celui du journal étudiant officiel du Séminaire, une sorte de dazibao avant la lettre. Mes activités journalistiques, bien anodines aux yeux d'aujourd'hui, me valurent d'être renvoyé du Séminaire en mars 1963 pour insubordination. On me permit cependant d'y passer mes examens de fin d'année et d'y compléter l'année suivante mes études classiques. On me décerna même le Prix Marc-Rolland, du nom d'un des fondateurs de la papetière ROLLAND, prix remis chaque année à l'étudiant qui avait fait le plus pour l'avancement de son milieu!
- **Et en 1964, on vous trouve comme étudiant inscrit à l'Université de Montréal, toutefois ni en lettres et ni en philosophie, mais en sciences économiques. Comment expliquer cette nouvelle bifurcation?**

- *Encore l'influence d'un professeur du Séminaire, d'origine belge, du nom de Georges Bourgoignie, qui nous dispensa, en dernière année, un cours d'économie du développement basé sur un ouvrage, célèbre à l'époque, du Dominicain français Louis-Joseph Lebret (qui fut par ailleurs un important conseiller du concile Vatican II), dans lequel ce dernier proposait une conception humaniste du développement socio-économique. C'est sans doute ma fibre de missionnaire qui vibrait à nouveau. Je n'ai jamais revu ce professeur bien qu'il soit venu au Département nous rendre visite. Fidèle à sa vocation première, il dirigeait le secrétariat du Club du Sahel, situé dans les locaux de l'OCDE à Paris, et dont le mandat principal était d'harmoniser les actions des pays donateurs dans les pays de la région soudano-sahélienne de l'Afrique subsaharienne, cette région connaissant régulièrement de terribles sécheresses. Plus tard, j'ai eu la chance de visiter, à l'occasion de missions de consultation et de conférences scientifiques, plusieurs pays du tiers-monde, dont Madagascar, le Maroc, la Chine, la Tunisie et l'Égypte.*
- **N'allons pas trop vite. Restons à l'Université de Montréal où vous êtes admis, rappelons-le, en 1964, et où vous obtenez, en 1968, la maîtrise en sciences économiques. Des souvenirs?**
- *Oui, beaucoup. D'abord, il faut rappeler que notre Département comptait, à l'époque, des économistes qui ont laissé leur marque soit en théorie, soit en économie appliquée ou encore dans la vie publique de notre pays, comme André Raynauld, Marcel Dagenais, Gérald Marion, Roger Dehem, Livia et Otto Thür, ainsi que Maurice Bouchard, dont j'ai fort apprécié le cours de microéconomie. Il y avait aussi Tadek Matuszewski que j'ai moins connu car il partit rapidement pour Québec où il enseigna à l'Université Laval et travailla au Bureau de la statistique du Québec. Encore étudiant, j'eus néanmoins le privilège d'assister, à l'invitation de Matuszewski, à la cérémonie au cours de laquelle il présenta, en présence de Wassily Leontief, le père de l'analyse input-output et Prix Nobel 1973, le premier tableau entrées-sorties confectionné pour le Québec. Le tableau québécois comportait une innovation qui fut reprise par d'autres, dont les chercheurs de Statistique Canada. Il n'était pas carré, comme le tableau de Leontief pour l'économie américaine, dans lequel étaient enregistrés les seuls échanges entre branches d'activité. Il était*

rectangulaire car il comprenait deux dimensions différentes, les branches et les produits, les seconds étant évidemment plus nombreux que les premières. Marcel Dagenais fut directeur de recherche de mon mémoire de maîtrise consacré à un modèle de programmation linéaire du choix des investissements en électricité (barrages, centrales thermiques, etc.). C'était Jean-Guy Loranger, jeune professeur au Département, qui nous avait enseigné la programmation linéaire. Mon intérêt pour la programmation, et en particulier pour celle en nombres entiers, se maintiendra pendant longtemps.

- **Plusieurs de vos condisciples ne devinrent-ils pas vos collègues, plusieurs années après?**
- *Oui, ce fut le cas de Claude Montmarquette, qui enseigne encore chez nous et qui s'est maintenant spécialisé en économie expérimentale, et de Clément Lemelin, économiste de l'éducation, qui a par la suite poursuivi sa carrière à l'UQAM. Il y avait également Robert Lacroix qui vient de terminer son second mandat de recteur de l'Université de Montréal et qui, légèrement plus âgé que nous, était à l'époque étudiant pour devenir ensuite adjoint du Directeur du Département.*
- **Entre-temps, durant votre maîtrise, vous aviez rencontré votre épouse.**
- *Non, j'ai connu Nicole au réveillon de Noël 1963. Originnaire de Vendée, au nord-ouest de St-Jovite, elle enseignait à St-Jérôme au primaire, en classe de cinquième. Nous avons eu 3 enfants : Martin, détenteur d'un Ph.D de la Wharton School of Business and Finance de l'Université de Pennsylvanie et, actuellement, professeur agrégé de finance et assurance à HEC Montréal, François, qui a, entre autres, oeuvré au sein des casques bleus des Nations-unies à Chypre et qui maintenant se prépare à entrer au Service correctionnel canadien, et Julie, médecin au service d'urgence de l'hôpital de Saint-Jérôme. Nous avons eu jusqu'à maintenant sept petits-enfants.*
- **Vous avez donc un fils qui est économiste comme vous. Vous arrive-t-il de collaborer?**
- *À l'occasion. Martin et moi avons notamment écrit ensemble un article intitulé **Pooling Equilibria in Insurance**, qui a été publié en 2004 dans **The Encyclopedia of Actuarial Science**, ouvrage paru chez Wiley Publishers. Plus récemment, nous avons écrit avec René Garcia un très bon (!) cahier de recherche **The Value of Risk Management : a Frontier Analysis**. Par ailleurs, nous discutons économie très souvent.*

- **Revenons à votre formation universitaire. En 1968, Nicole et vous partez pour les États-Unis où vous allez faire des études de doctorat.**
- *Effectivement. J'avais été accepté dans le programme de Ph.D. de l'Université Carnegie-Mellon (l'ancien « Carnegie Tech ») à Pittsburgh sur la base, entre autres, d'une lettre de recommandation de mon directeur de recherche à la maîtrise, le regretté Marcel Dagenais. Carnegie-Mellon m'offrait l'exemption des très onéreux frais de scolarité avec, en plus, un petit viatique. Combiné à ma bourse du CRSH, cela nous permettait de vivre correctement.*
- **Pas déçu de votre choix d'université?**
- *Au contraire! On y trouvait des maîtres de notre discipline, comme Herbert Simon, qui recevra le prix Nobel en 1978, Robert Lucas, qui obtiendra le prix Nobel en 1995 et, en 1998, un doctorat honoris causa de l'Université de Montréal, Morton Kamien, expert en organisation industrielle et en économie mathématique, Egon Balas, spécialiste de la programmation en nombres entiers, et d'autres encore tels Robert Kaplan et Richard Roll. J'y rencontraï aussi des étudiants de partout dans le monde qui devinrent de bons amis (dont le Norvégien Finn Kydland, qui a reçu le prix Nobel en 2004) et en particulier des Québécois, entre autres Michel Truchon qui collaborera par la suite étroitement avec Matuszewski à l'Université Laval, Léon Courville, qui sera professeur à HEC Montréal et deviendra PDG de la Banque Nationale, Marcel Côté, qui deviendra Président de SECOR, et Jean-Guy Desforges, qui enseignera à HEC Montréal. Avec nos conjointes, nous formions un groupe de joyeux lurons. On travaillait fort, vraiment très fort, on discutait économie et société souvent jusqu'aux petites heures du matin, mais on savait s'amuser aussi. Malgré sa réputation de ville industrielle polluée, Pittsburgh est située dans un grandiose cadre naturel, traversé par trois très belles rivières, la Monongahela, l'Allegheny et l'Ohio, tout près de parcs nationaux, sauvages et magnifiques, ce qui était propice au camping, aux ballades et pique-niques de fin de semaine. Et les Américains de Pittsburgh étaient d'une hospitalité exceptionnelle.*
- **Votre thèse de doctorat, qui la dirigea et de quoi a-t-elle traité?**
- *Mon directeur fut Robert Lucas. Comme j'ai eu l'occasion de le mentionner au début de notre entretien, ma thèse porta sur la croissance économique. Elle comprit trois essais : le premier sur la formation des habitudes de*

*consommation (préférences endogènes, dépendance rationnelle) dans les modèles de croissance, le second sur la non-additivité des fonctions d'utilité dans de tels modèles (en d'autres termes, sur l'endogénéité du taux de préférence temporelle), et le troisième sur l'introduction d'une croissance endogène de la population influencée par des variables économiques. Il faut dire qu'au milieu des années soixante-dix, l'intérêt de la profession pour la théorie de la croissance s'était amenuisé considérablement, pour des raisons encore mal expliquées. Il faudra attendre les années 90, avec entre autres les travaux de Romer, Grossman, Helpman et Barro sur la croissance endogène, celle-ci visant à expliquer le fameux et mystérieux « résidu de Solow », pour que cet intérêt renaisse. Il m'a d'ailleurs fait plaisir de voir certains auteurs de cette nouvelle vague, en plus de Lucas, Prescott et Becker (tous trois prix Nobel), citer quelques-unes des contributions contenues dans ma thèse et publiées sous forme d'articles, dont « **An Optimal Growth Model with Stationary Non-Additive Utilities** », paru dans le **Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économie** (mai 1975, pages 216-237), « **A Habit Forming Optimal Growth Model** » qui parut en octobre 1978 dans l'**International Economic Review** (vol. 19, no 3, pages 585-609) et « **Rational Demand and Expenditures Patterns Under Habit Formation** », publié en octobre 1983 dans le **Journal of Economic Theory** (vol. 31, no 1, pages 27-53).*

- **Vous êtes, en 1971, sur le marché du travail, fermement décidé à poursuivre une carrière académique.**
- *C'est exact. Je suis cette année-là invité, entre autres, à donner un séminaire de candidature à l'Université du Massachusetts à Amherst, mais à ma grande déception, aucune offre d'emploi ne m'y est faite. Ce ne fut cependant pas un coup d'épée dans l'eau. Dans la salle lors de ma présentation, il y avait plusieurs économistes qui deviendront célèbres, dont Vernon Smith, qui reçut le prix Nobel en 2002, Hugo Sönnenschein, Richard Kihlstrom, et John Roberts. Cette rencontre me permit de nouer avec eux des liens scientifiques et amicaux, en particulier avec Kihlstrom, avec qui je travaillerai et publierai dans le domaine de la théorie des choix en information incomplète, dont un influent recueil de textes « **Bayesian Models in Economic Theory** », publié chez North-Holland en 1984.*

- **L'Université du Massachusetts ne vous ayant pas ouvert ses portes, vous acceptez une offre de l'Université York, à Toronto.**
- *Oui, et j'y resterai jusqu'en 1973.*
- **Des collègues, à York, dont vous avez gardé un bon souvenir?**
- *Oui, plusieurs, mais en particulier deux d'entre eux à la carrière déjà très avancée, Andreas Papandreou, qui faisait surtout de l'économie de la planification, et William Jaffé, spécialiste de Walras. Andreas, qui avait déjà été professeur à l'Université de Californie à Berkeley et qui avait fondé le parti socialiste grec, le PASOK, se trouvait en exil forcé au Canada, menacé par la junte militaire qui avait pris le pouvoir dans son pays en 1967. Il avait d'ailleurs ses propres gardes du corps à Toronto. Nicole et moi furent plusieurs fois reçus chez les Papandreou, ce qui, incidemment, ne manqua pas d'impressionner mon beau-frère Angelos Psarianos, lui-même originaire de Grèce. Bill Jaffé, quant à lui, n'avait pas seulement traduit en anglais l'œuvre de Léon Walras, mais était pratiquement devenu son biographe attitré, ayant rencontré la petite-fille du grand économiste français à Paris. Il accomplissait sa mission de biographe avec une passion époustouflante, ayant lu les livres qu'avait lus Walras, s'intéressant aux goûts artistiques, vestimentaires et culinaires de son sujet, à ses relations et ainsi de suite. C'était impressionnant à observer. J'ai plus tard invité Jaffé à donner au Département une série de conférences sur la vie et l'œuvre de Walras, une expérience inoubliable.*
- **Puis, en 1973, c'est le retour à Montréal.**
- *J'avais accepté un poste de professeur à l'UQAM où je suis arrivé en même temps que Henri-Paul Rousseau, l'actuel PDG de la Caisse de dépôt et placement du Québec, et Carmine Nappi, l'actuel vice-président d'Alcan.*
- **Vous ne resterez à l'UQAM qu'une année. Dès 1974, on vous retrouve à l'Université de Montréal. Pourquoi?**
- *Bien que j'avais d'excellents et dynamiques collègues à l'UQAM, je trouvais préférable de me joindre à un groupe de jeunes collègues qui nourrissaient de grandes et réalistes ambitions pour le Département de sciences économiques de l'Université de Montréal : Claude Montmarquette, Camille Bronsard, Lise Salvat, Robert Lacroix, Leonard Dudley, Rodrigue Tremblay, Marc Gaudry et plusieurs autres.*
- **Deux choses étonnent et impressionnent à la fois quand on retrace votre séjour, qui n'est pas terminé, à l'Université de Montréal. C'est,**

d'une part, le nombre de champs de recherche auxquels, par vos travaux, vous avez contribué et d'autre part, la quantité de postes de responsabilité, scientifique ou administrative, que vous avez occupés, non seulement à notre université, mais aussi ailleurs.

- *Pour la première partie de votre question, je répondrai, au risque de faire preuve d'immodestie, que je suis fondamentalement un dilettante, mais dans le sens de la Renaissance italienne, à savoir quelqu'un qui s'adresse à son travail ou à son art, quoique très sérieusement, avant tout pour le plaisir que cela lui procure. Et tout ce que j'ai fait m'a toujours procuré beaucoup du plaisir, que ce soient, à l'origine, la théorie de la croissance et la programmation mathématique, et même l'économétrie que j'ai aussi enseignée, ensuite l'économie industrielle, la théorie de jeux, la concurrence stratégique, la théorie de l'investissement, auxquelles se sont ajoutées l'économie du droit et, en particulier, celle de la responsabilité en matière de désastres environnementaux et celle des droits d'auteur. Ensuite, il y a eu des rencontres avec d'autres chercheurs qui ont été déterminantes dans mes choix, principalement avec Georges Dionne (qui fut mon étudiant et plus tard mon collègue), Jean-Jacques Laffont, trop tôt disparu en 2004, et Michel Moreaux, tous deux de l'Université de Toulouse, qui sont devenus, au cours des années, des co-auteurs réguliers dans le vaste domaine de la microéconomie moderne et de l'organisation industrielle. Ce dilettantisme m'a aussi permis d'aller voir au-delà de notre discipline, définie au sens strict, comme lorsque j'ai été titulaire, de 1993 à 2000, à l'École Polytechnique de Montréal, de la Chaire Jarilowsky-CRSH-CRSNG en technologie et concurrence internationale. Pour ce qui est des responsabilités scientifiques et administratives, il n'y a pas de cloison étanche entre la recherche et les responsabilités dans la communauté scientifique. Les externalités sont nombreuses et variées. Il existe aussi des moments très forts. Ces responsabilités ont en effet été nombreuses : la présidence de la Société canadienne de science économique et celle de l'Association canadienne d'économie, les fonctions de rédacteur-adjoint de la Revue canadienne d'économie, la présidence du conseil du RCM₂, la participation au conseil du NBER, de LUB-Québec, de l'Institut de finance mathématique de Montréal et du CRSH, mais aussi la création et la direction du CIRANO. Robert Lacroix et moi avons fondé – avec un*

arrêté du Conseil du Gouvernement du Québec – le CIRANO en 1993 avec quelques autres collègues (dont Claude Montmarquette, Michel Poitevin, Jacques Robert et René Garcia). Malgré des débuts pas toujours faciles, le CIRANO a acquis rapidement une visibilité internationale exceptionnelle. Toutefois, l'expérience administrative la plus importante et déterminante pour moi fut la direction du Département de 1983 à 1989.

➤ **Ah oui ! La direction d'un département n'est-elle pas plutôt vue comme un séjour au purgatoire si ce n'est en enfer?**

➤ *Pas pour moi, j'y fus très heureux. En fait, ce fut une période fantastique. Il faut avouer que j'avais une obsession, celle de contribuer à élever les standards du Département de sciences économiques de l'Université de Montréal de manière à ce qu'il devienne le meilleur au Canada et dans le monde francophone. Je crois que nous avons collectivement bien réussi. Même si la partie n'est jamais gagnée, il faut reconnaître que le Département continue à bien performer dans le monde archi-concurrentiel de la recherche et de la formation de haut niveau et ce, malgré les très importantes contraintes qui l'affligent et freinent son développement. Durant mon mandat, le Département est parvenu à obtenir le plus grand volume de fonds de recherche au Canada, en termes absolus et par chercheur. Je tenais notamment une comptabilité soignée des fonds de recherche ainsi que de la quantité et de la qualité des publications scientifiques des « grands » départements d'économie du Canada, ceux de Queen's, Toronto, Western et UBC. C'était par rapport à eux que je levais la barre pour que notre performance s'accroisse. Et elle s'est accrue significativement.*

➤ **Les prix et les honneurs ne vous ont également pas boudé : l'Alexander-Henderson Award, le Ian-Wilson Memorial Award, le prix Marcel-Dagenais de la SCSE, l'Endowment-for-the-Future Distinguished Scholar de l'Université d'Alberta, le prix Marcel-Vincent de l'ACFAS, l'invitation au World Economic Forum de Davos, ...**

➤ *C'est vrai, il y en a eu quelques-uns. Pour ceux que j'ai obtenus ces dernières années, **L'ÉCONOMIEN** en a fait état dans ses différents numéros. Je n'y reviendrai donc pas. Je dirai simplement que mon dilettantisme m'a là aussi bien servi. Le Forum économique mondial de Davos m'avait ainsi invité, en 2003, à participer comme conférencier à deux séances : l'une sur la*

psychologie et la gestion des risques, l'autre sur les moyens de rétablir la confiance du public à l'égard des gens d'affaires, une séance remu-ménings pour PDG (et des PDG, il y en avait plusieurs centaines).

➤ **Des projets?**

➤ *D'abord de maintenir mon activité de chercheur, ce qui en définitive a toujours été et reste encore mon principal centre d'intérêt professionnel, entre autres dans le développement de méthodes d'évaluation des investissements (options réelles et actualisation en incertitude) et dans l'analyse économique du droit d'auteur, ce qui me permet de collaborer actuellement avec la Commission du droit d'auteur du Canada et diverses associations et sociétés d'auteurs-compositeurs, d'interprètes et de producteurs pour la valorisation de leurs droits. Et surtout un projet, que je dirais de vie, déjà en chantier, celui d'écrire un livre sur la **social-démocratie concurrentielle**.*

➤ **Tout un programme, mais de quoi s'agit-il?**

➤ *La social-démocratie doit, dans mon esprit, respecter quatre principes ou objectifs de base : l'économie doit être au service des citoyens, favoriser la cohésion et l'inclusion sociales, maximiser la croissance, solutionner le dilemme équité-croissance. Toutefois ces principes ne peuvent être mis en oeuvre que si l'on favorise la concurrence dans la production et la distribution des biens et services sociaux, publics ou privés. Ce n'est pas, comme plusieurs le croient, le recours au privé qui peut générer un meilleur bien-être, mais plutôt le recours à la concurrence. Cette concurrence peut être de type public-privé, public-public, public-privé-OSBL, privé-coopératif, etc. Mettre l'accent sur le rôle clé de la concurrence, c'est différencier la « social-démocratie traditionnelle » de la « social-démocratie concurrentielle ». La première, qui caractérise assez bien celle que nous avons au Canada et au Québec, procède d'un modèle socio-économique maintenant dépassé, freinant la croissance car mettant un accent démesuré sur les moyens, la protection des droits acquis, la protection des rentes et intérêts corporatistes, et la sauvegarde des vaches sacrées. La seconde, au contraire, est un modèle socio-économique prônant la flexibilité, l'efficacité et l'imputabilité en mettant l'accent sur les fins et objectifs, l'expérimentation, la flexibilité et la modularité sociales, ainsi que l'émergence de la compétence comme base du pouvoir.*

- **Cela ressemble étrangement aux PPP, partenariats public-privé, dont on ne cesse pas de discuter ces jours-ci. Vous venez d'ailleurs d'être nommé par le Gouvernement du Québec au Conseil d'administration de l'Agence québécoise des PPP.**
- *Il doit exister, selon moi, une division bien nette des rôles et des responsabilités entre le public et le privé ou plutôt le gouvernemental et le non gouvernemental. C'est au secteur public ou gouvernemental de concevoir le panier de biens et services publics et sociaux qu'une société peut et veut se donner (le processus électoral est adéquat pour arbitrer en définitive entre les paniers proposés), mais c'est au non gouvernemental (privé, coopératif, OSBL, etc.) d'entrer en concurrence ouverte et transparente pour produire, fournir et distribuer les biens et services du panier en question. Le gouvernemental doit alors développer et maintenir une compétence clé, celle de gérer les « contrats » qui le lieront aux organisations non-gouvernementales pour la livraison des biens et services du panier retenu et les règles de concurrence qu'elles devront respecter. Deuxièmement, il doit y avoir, à tous les paliers, un mécanisme très strict de suivi et de contrôle des résultats, une obligation incitative de résultats, qu'il s'agisse d'éducation, de santé ou de fourniture d'aide sociale. Les PPP ne sont, du moins à l'heure actuelle, qu'un très pâle et lointain reflet de ma conception de la social-démocratie concurrentielle.*
- **Avec toutes ces activités et tous ces projets, avez-vous le temps d'avoir des loisirs?**
- *Bien sûr! Je joue au hockey dans une « ligue de garage », la **TMR Executive Hockey League**. Pour l'année 2004-2005, j'ai été, et je le dis non sans fierté, le 2^{ème} marqueur de la ligue. Je fais aussi du kayak et du golf l'été et de la raquette l'hiver quand la neige s'y prête. Je pratique également la chasse à l'arc : orignal, chevreuil, caribou ... et bientôt l'ours. Et mes petits-enfants m'occupent aussi, mais ... jamais trop.*

Bonne chasse et merci!

Les citations retenues par *L'Éconolien*

« Quand un économiste vous répond, on ne comprend plus ce qu'on lui avait demandé »

Charles Gide, économiste français (1847-1932).

« ...je pense que les donateurs auraient dû alléger la dette plutôt que de l'annuler. Cette décision du G8 ne va pas responsabiliser nos gouvernants »

François Finagnon, chauffeur de taxi, Cotonou, Bénin (JAL'Intelligent, no 2326, 7-13 août 2005, p.49).

« Les femmes seront vraiment les égales des hommes le jour où une femme sera nommée à un poste pour lequel elle n'a absolument aucune compétence »

Françoise Giroud, journaliste française et, en 1974, Secrétaire d'État à la condition féminine (1916-2003).

« Le professeur parle un peu trop vite. À part cela, tout est bien. Belles chemises! »

Commentaire trouvé dans l'évaluation écrite et anonyme, faite par un(e) étudiant(e), d'un cours offert à la maîtrise en sciences économiques de l'Université de Montréal à l'hiver 2005.

L *e diagnostic de nos docteurs*

Dans le précédent numéro de *L'ÉCONOLIEN*, nous avons souligné, dans cette même rubrique,

la vitalité de notre Département en économétrie financière, pas moins de trois thèses de doctorat ayant été soutenues, en 2004, dans ce champ de spécialisation. Et cela continue. Le 25 avril 2005, **Pascale Valéry** a défendu avec succès sa thèse de doctorat intitulée *Simulation-based Inference and Nonlinear Canonical Analysis in Financial Econometrics*. Directeur de recherche : Jean-Marie Dufour; co-directeur : Christian Gouriéroux (Université de Toronto); examinateur externe : Lynda Khalaf (Université Laval); membre du jury : Sílvia Gonçalves.



Pascale Valéry

Pascale a consacré la première partie de sa thèse à l'étude des propriétés asymptotiques et en échantillons finis de diverses statistiques de tests dans des situations possiblement non standard (condition de rang des matrices violées, problème d'identification de paramètres de nuisance sur un sous-espace de l'espace des paramètres, ...). Ces

procédures de tests conventionnelles et par simulation ont été appliquées à des modèles de diffusion et au modèle de volatilité stochastique lognormal. Dans la deuxième partie de son travail, elle s'est intéressée à l'analyse canonique non linéaire de processus de diffusion dans le but d'étudier la dépendance temporelle desdits processus d'une manière moins traditionnelle en identifiant les directions de corrélation maximale entre les variables canoniques. Dans ses applications empiriques, elle a utilisé l'indice de prix composite des actions boursières pour la période 1928-1987, tel qu'établi par *Standard and Poor*.

Française, originaire de l'Île de la Réunion, Pascale et son conjoint, Sylvain Archambault, machiniste de locomotive chez Canadien Pacifique, sont les heureux parents de Jenny, 4 ans. Notre nouveau docteur est professeure adjointe en économétrie de la finance à HEC Montréal.

Comme nous l'a rappelé le directeur de notre programme de doctorat, Gérard Gaudet, Pascale Valéry porte le nombre de nos docteurs à 101, le premier ayant été Richard Béland qui défendit sa thèse, en 1971, sous la direction de André Raynauld, sur le thème « la substitution et les marchés de la main-d'œuvre » et le centième, Fousseni Chabi-Yo, dont la thèse, dirigée par Éric Renault et co-dirigée par René Garcia, et défendue en 2004, s'intitulait *Asymetry Risk, State Variables and Stochastic Discount Factor Specification in Asset Pricing Models*. Il faut souligner que notre rythme de « production » de docteurs a connu, au cours des années, une progression remarquable : 19 de 1971 à 1983, 29 de 1984 à 1993 et ... 53 depuis 1994.

Vous désirez consulter une thèse de doctorat, voire un rapport de recherche ou un mémoire de maîtrise en sciences économiques, dont vous auriez repéré le titre sur notre site Web (www.scoco.umontreal.ca/). Prenez contact avec notre documentaliste (514)343-6111 poste 3840. Nous nous ferons un plaisir de vous recevoir à notre Centre de documentation au 3150, rue Jean-Brillant, 6^e étage, local C-6070. Le texte souhaité, un siège confortable et un breuvage vous y attendront. Ce sera aussi un privilège que de vous revoir dans nos murs.

J'ai lu

Le romancier et essayiste canadien, John Ralston Saul (Ottawa, 1947-...), récipiendaire en 2004 de la prestigieuse Médaille d'honneur présidentielle Pablo Neruda, s'est surtout fait connaître par ce qui est devenu un succès international de librairie, *Les bâtards de Voltaire*, publié en 1992, ouvrage dans lequel il affirmait que le lien entre l'usage de la raison et l'existence d'un

monde plus juste, si cher à Voltaire et à ses contemporains, est actuellement rompu, la raison n'étant plus utilisée qu'à des fins personnelles et égoïstes, que ce soit dans le monde des affaires ou ceux de l'éducation, de la culture et de la politique.

John Ralston Saul nous revient en 2005 avec un nouvel essai, « *The Collapse of Globalism and The Reinvention of The World* », publié chez Viking Canada (324 pages, 35\$), ouvrage tout aussi provocateur que *Les bâtards de Voltaire*, mais peut-être moins novateur.

L'argument principal de Saul est que la mondialisation, qu'on avait présentée comme une panacée à tous les maux de la planète, est sérieusement entamée, sinon morte, les États-nations reprenant du poil de la bête, les inégalités entre les pays pauvres et les pays riches ainsi que la pauvreté s'étant accentuées, tandis que les gouvernements des deux « pays-miracle » de l'heure, la Chine et l'Inde, ignorent superbement les principes du laisser-faire et du laisser-passer dont les chantres sont surtout, selon lui, des organisations internationales comme le FMI et l'OCDE. En ce qui concerne les inégalités entre les pays et la pauvreté, l'auteur s'attaque en particulier aux résultats de l'économiste d'origine catalane, Xavier Sala-i-Martin, qui dans un document de recherche publié en mai 2002, par le NBER, a avancé, statistiques à l'appui, que la pauvreté mondiale avait diminué de 1970 à 1998, sauf en Afrique subsaharienne, et que, de la décennie 80 aux années 90, la distribution mondiale des revenus individuels était devenue plus égalitaire.

Le livre se lit bien et est émaillé de références historiques remontant à la nuit des temps. On peut même être sensible à certains arguments de Saul bien qu'ils soient rarement étayés par un effort original d'analyse. Là où le bât blesse cependant, est que l'auteur voit avant tout, dans la mondialisation, une conspiration de technocrates et d'économistes. Il préfère d'ailleurs, au terme de « mondialisation » (*globalization*), celui de « mondialisme » (*globalism*), ceci suggérant que l'intensification des échanges internationaux, à laquelle nous assistons depuis plusieurs décennies, n'est pas un phénomène spontané, favorisé par le progrès technique, comme ce fut le cas avec l'adoption de la navigation à vapeur au 19^e siècle et celle de l'Internet plus récemment, ou par une modification dans la dotation des facteurs de production. Pour Saul, la multiplication des échanges est le résultat de la mise en place d'une doctrine, voire d'une religion, le mondialisme, dont les églises sont les départements d'économie des universités et les grands prêtres ceux qui y professent et y forment des responsables économiques, gestionnaires privés, gouvernants ou fonctionnaires internationaux. Ce

genre de critique, adressé à ceux d'entre nous qui enseignons l'économie, n'est pas nouveau. En effet, combien de fois nous a-t-on reproché, par exemple, de vouloir « imposer » le marché ? Or, le marché existe qu'on le veuille ou non, que les transactions soient monétaires ou de troc, qu'elles soient permises ou illégales. Il en est de même de la mondialisation des échanges revenue par vagues successives dans l'histoire de l'humanité (Empire romain, 1820-1913, 1950-...). La plupart du temps d'ailleurs, les économistes mettent leurs efforts dans la recherche de corrections à apporter aux lacunes et aux imperfections du marché, national ou international, plutôt que de prôner aveuglement les vertus des relations d'un échange libre, même si ce dernier mécanisme est souvent celui qui améliore le plus l'efficacité de l'appareil productif et le bien-être des populations. Mais pour cela, il faut accepter que la poursuite du bien-être individuel est un ingrédient nécessaire à celle du bien-être collectif, ce que pouvait difficilement admettre John Ralston Saul après avoir écrit *Les bâtards de Voltaire*.

Toujours dans le champ de l'international, mais avec moins de prétention philosophique, est la biographie que Sebastian Mallaby a consacrée à James (« Jim ») Wolfensohn, Président de la Banque mondiale de 1995 à 2005, dans *The World's Banker* (Penguin Press, New York, 2004, 463 pages).

Mallaby, ancien correspondant de *The Economist* et chroniqueur au *Washington Post*, nous fait découvrir un personnage fascinant et aussi parfois très attachant. Né, en 1933, en Australie, dans une famille juive cultivée et mélomane, mais aux moyens précaires, qui avait quitté l'Angleterre durant la Dépression, Wolfensohn a ses premiers contacts avec le monde extérieur, comme membre de l'équipe olympique australienne d'escrime et pilote de l'armée de l'Air de son pays. Se voyant refuser une bourse de la Fondation Rhodes pour aller étudier en Grande-Bretagne, il s'inscrit à la prestigieuse *Harvard Business School*, survivant grâce au revenu que lui procure une blanchisserie qu'il a ouverte avec un ami irlandais et dont les clients sont principalement des hauts cadres de son université d'appartenance. Diplômé de Harvard en 1959 et doué d'une remarquable capacité à nouer des relations sociales, il fait une rapide ascension dans le secteur bancaire privé, ce qui l'amène très tôt à connaître le monde sous-développé de l'époque, notamment l'Inde et le Nigeria où il se rend pour affaires. Dès les années 70, sa fortune personnelle est faite. Il présidera, plus tard, le *Carnegie Hall* à New York et le *Kennedy Center* à Washington, tout en devenant, en milieu de carrière, un violoncelliste accompli, se produisant avec Isaac Stern, Leonard Rose et Vladimir

Askhenazi. Comblé par la vie, père de famille, propriétaire d'une banque privée portant son nom, et aussi devenu citoyen américain, Wolfensohn choisit, dans les années 80, de donner un autre sens à son existence, obsédé par l'état de dénuement dans lequel se trouve une grande partie de l'humanité. Il décide de devenir rien de moins que président de la Banque mondiale. Le Président Bill Clinton, un ami, le propose avec succès à ce poste en 1995, poste qu'il occupera pendant 10 ans.

Wolfensohn rejoint, en 1995, une Banque mondiale quelque peu désabusée par les résultats mitigés des programmes d'ajustement structurel mis en place dès la fin des années 80. Il remet très vite l'institution sur le chemin de ce qu'il considère devoir être sa véritable mission, à savoir l'éradication de la pauvreté et également de la corruption, et ouvre la porte toute grande à une collaboration suivie avec les ONG. Mallaby décrit tout cela dans son livre avec force détails, suivant pas à pas Wolfensohn sur les différents continents, ainsi que l'aurait fait un détective, la partie sur le sauvetage financier de la Serbie se lisant d'ailleurs comme un véritable roman policier. Le personnage, « de la Renaissance », dit Mallaby, est polyglotte, pétri de culture, généreux, innovateur, mais aussi parfois irritant et imprévisible pour son entourage (il lui arrivait, rencontrant un collaborateur dans les couloirs de la Banque, de lui dire combien il était étonné qu'il fût encore là !!!). *The World's Banker* n'est pas seulement la biographie d'un homme hors du commun. C'est également un ouvrage plongeant dans l'histoire de la Banque mondiale et de la géopolitique du développement international, comme une description des différentes « modes » qu'a vécues l'institution (besoins de base, pauvreté urbaine, stabilisation, ajustement, etc.) et de ses relations, souvent tendues, avec le FMI, le Trésor américain et les gouvernements des États membres. Post-scriptum : James Wolfensohn, âgé de près de 72 ans, a été nommé en 2005, envoyé spécial du Quartette (États-Unis, Nations unies, Union européenne et Russie) pour aider au retrait israélien de la bande de Gaza.

Très différent, dans le ton et le contenu, des ouvrages de Saul et de Mallaby, est le livre de Faïza Guène, *Kiffe kiffe demain*, paru chez Hachette à Paris en 2004, « kiffe kiffe », expression argotique empruntée à l'arabe dialectal, signifiant, rappelons-le, « c'est pareil » (193 pages, 16 euros). C'est le premier roman, écrit à l'âge de 19 ans, de Faïza Guène, une « beurette » des cités des banlieues françaises. L'histoire, sans doute partiellement autobiographique, est celle de Doria, 15 ans, qui vit avec sa mère, femme de ménage, dans un modeste appartement d'une cité de Livry-Gargan, commune

située à une dizaine de kilomètres de Paris, dans le département de Seine-Saint-Denis, le père, quant à lui, étant retourné au Maroc pour chercher une épouse plus jeune et « plus féconde ». Le style de Guène est vivant et plein d'humour, son langage, empruntant amplement au verlan et truffé d'expressions franco-arabes, est souvent cru, sans jamais être d'une vulgarité gratuite. Les personnages, qui gravitent autour de Doria et sa mère, sont hauts en couleur, mais très réels. Il y a Mme Burlaud, la psychologue, qui met des porte-jarretelles et sent le Parapoux, Aziz, l'épicier du Sidi Mohamed Market, que Doria voudrait caser avec sa mère, mais qui en épousera une autre sans les inviter au dîner de noces (« on ne faisait pas partie du Jet-set »), Nabil, ce « gros nul » qui, sous prétexte de donner à Doria des leçons particulières, lui vole son premier baiser, Nadine Benbarbiche, la prof de physique-chimie, qui écrit sur le bulletin de Doria « Affligeant, désespérant, élève qui invite à la démission ou au suicide... », et aussi les assistantes sociales qui se succèdent, toujours parfaitement « manicurées ». Dans un contexte de société de consommation à bon marché et parfois de retour au pays, ces personnages se bousculent dans la vie de Doria, qui a également ses moments de vraies joies comme les visites d'une amie de sa mère, Zohra, d'origine algérienne, surnommée Tante Zohra, qui confectionne un tellement bon couscous aux pois chiches et qui les fait rigoler avec son français tout approximatif, parlant de l'inscription d'un de ses fils au cours de « gigot » au lieu de « judo ». Une autre source de bonheur pour Doria est de voir sa mère enfin suivre des cours d'alphabétisation et y trouver du plaisir. Bref, un livre qui remplace avec succès toute étude savante que l'on voudrait écrire sur les générations issues de l'immigration maghrébine dans l'Hexagone, ou du moins sur une partie de celles-ci.

Certains ont voulu présenter Faïza Guène comme la « Jeanne d'Arc des banlieues » ou la « Françoise Sagan des HLM ». Elle a toujours refusé la comparaison.

Vous voulez offrir, pour les fêtes de fin d'année, à des adolescents, enfants ou petits-enfants, un livre qui leur plaira. Nous vous suggérons *Le Royaume du dragon d'or* de la Chilienne, Isabel Allende, paru en traduction, chez Grasset à Paris en 2004 et vendu au Canada au prix de 29,95\$. Dans cet ouvrage, qui se compare aux meilleures histoires de Jack London ou de Jules Verne, Allende relate les aventures de deux jeunes Américains, dans la quinzaine, de leur grand-mère, infatigable voyageuse, et d'une jeune indienne de l'Amazonie les accompagnant, dans un mystérieux royaume de l'Himalaya situé aux confins de l'Inde et du Népal,

dont le souverain essaie, tant bien que mal, de protéger le pays d'une invasion sauvage de la culture occidentale. On y fait connaissance des yétis, mi-humains, mi-animaux, doux et féroces à la fois, d'un prince héritier s'initiant, dans la montagne, au bouddhisme, sous la direction d'un étonnant moine, et d'aventuriers occidentaux sans scrupule décidés à s'emparer de la statue du dragon d'or, objet au pouvoir divinatoire dont ils veulent se servir pour ... mieux prédire les mouvements boursiers et ainsi figurer en première place sur la liste des milliardaires de ce monde. Pour les hispanophones de naissance ou d'adoption, la lecture de l'original, *El Reino del Dragón de Oro* (Montena, Barcelona, 2003), leur fera encore davantage apprécier le merveilleux style et la belle langue de Isabel Allende.

Alfred Senmart

Un livre vous a tenu compagnie dans le train, l'autobus, l'avion ou, tout simplement, dans votre salon ou sur le bord du lac. Faites-nous partager le plaisir de votre lecture en contribuant à « J'ai lu » par votre compte-rendu littéraire.

Calendrier 2005-2006 des rencontres scientifiques

FOURTH ANNUAL ADVANCES IN ECONOMETRICS CONFERENCE

ADVANCES IN ECONOMETRICS

- **LIEU** : **Baton Rouge, Louisiane**
- **DATE** : **4-6 novembre 2005**

<http://faculty.smu.edu/tfomby/aie1>

MAGE (CNRS-PARIS), CERED (RABAT) ET DULBEA (UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES)

- **THÈME** : **« Marché du travail et genre dans les pays du Maghreb »**
- **LIEU** : **Rabat, Maroc**
- **DATE** : **15-16 mars 2006**

www.ulb.ac.be/soco/colloquerabat

2^e COLLOQUE INTERNATIONAL CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (CERDI)

- **THÈME** : **« Financement de la santé dans les pays en développement »**
- **LIEU** : **Clermont-Ferrand, France**
- **DATE** : **1-2 décembre 2005**

www.cerdi.org

61st INTERNATIONAL ATLANTIC ECONOMIC CONFERENCE

- **LIEU** : **Berlin, Allemagne**
- **DATE** : **15-19 mars 2006**

www.iaes.org

INTERNATIONAL CONFERENCE ARAB PLANNING INSTITUTE

- **THÈME** : **« New Approaches to the Design of Development Policies »**
- **LIEU** : **Beirut, Lebanon**
- **DATE** : **20-21 mars 2006**

www.arab-api.org

ANNUAL MEETING AMERICAN ECONOMIC ASSOCIATION

- **LIEU** : **Boston, Massachusetts**
- **DATE** : **6-8 janvier 2006**

www.vanderbilt.edu/AEA/anmt.htm

2006 NORTH AMERICAN WINTER MEETING THE ECONOMETRIC SOCIETY

- **LIEU** : **Boston, Massachusetts**
- **DATE** : **6-8 janvier 2006**

www.econometricsociety.org/meeting

ECONOMIC HISTORY SOCIETY ANNUAL CONFERENCE

- **LIEU** : **University of Reading, UK**
- **DATE** : **31 mars-2 avril 2006**

www.ehs.org.uk/society/annualconferences.asp

2006 ANNUAL MEETING THE AMERICAN FINANCE ASSOCIATION

- **LIEU** : **Boston, Massachusetts**
- **DATE** : **6-8 janvier 2006**

www.afajof.org/association/annualconf.asp

18th ANNUAL IABD CONFERENCE THE INTERNATIONAL ACADEMY OF BUSINESS DISCIPLINES

- **THÈME** : **« The Global Economy : Navigating the Future »**
- **LIEU** : **San Diego, Californie**
- **DATE** : **6-8 avril 2006**

www.iabd.org

FIFTH INTERNATIONAL CONFERENCE MIDDLE EAST ECONOMIC ASSOCIATION

- **LIEU** : **Sousse, Tunisie**
- **DATE** : **10-12 mars 2006**

www.meeaweb.org and meea2006@topnet.tn

**INFORMS PRACTICE CONFERENCE 2006
INSTITUTE FOR OPERATIONS RESEARCH
AND THE MANAGEMENT SCIENCES**

- THÈME : «Applying Science to the Art of Business»
- LIEU : Hôtel Intercontinental, Miami, FL
- DATE : 30 avril-2 mai 2006

46^e CONGRÈS

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SCIENCE ÉCONOMIQUE

- LIEU : Hôtel Hilton Bonaventure, Montréal
- DATE : 3-4 mai 2006

www.scse.ca

31^e CONGRÈS

ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS

- LIEU : Hôtel Hilton Bonaventure, Montréal
- DATE : 4-5 mai 2006

www.asdeq.ca

WORKHOP

- THÈME : «The Architecture of Financial System Stability : from Market Microstructure to Monetary Policy»
- LIEU : Capri, Italie
- DATE : 24-26 mai 2006

<http://viadrina.eu-frankfurt-o.de/fwkmmt/eng/news.html>

**III SCIENTIFIC CONFERENCE ON ECONOMIC
GLOBALIZATION AND ENVIRONMENTAL POLICY**

- LIEU : Varsovie, Pologne
- DATE : 25-26 mai 2006

www.globalization.waw.pl

40^e CONGRÈS ANNUEL

**ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉCONOMIQUE
(CANADIAN ECONOMIC ASSOCIATION)**

- LIEU : Université Concordia, Montréal
- DATE : 26-28 mai 2006

www.economics.ca/2006

**THE INTERNATIONAL FEDERATION ON
AGEING 8th GLOBAL CONFERENCE**

- LIEU : Copenhague, Danemark
- DATE : 30 mai-2 juin 2006

www.global-ageing.dk

**SECOND INTERNATIONAL CONFERENCE ON
BUSINESS, MANAGEMENT AND ECONOMICS**

- LIEU : Cesme (Izmir), Turquie
- DATE : 15-18 juin 2006

www.conference2006.yasar.edu.tr

**2006 NORTH AMERICAN SUMMER MEETING
THE ECONOMETRIC SOCIETY**

- LIEU : Minneapolis, Minnesota
- DATE : 22-25 juin 2006

www.conference2006.yasar.edu.tr

**AUSTRALASIAN MEETING OF THE
ECONOMETRIC SOCIETY**

- LIEU : Alice Spring, Northern Territory, Australie
- DATE : 4-7 juillet 2006

www.esam06.anu.edu.au/home.htm

**2006 FAR EASTERN MEETING OF THE
ECONOMETRIC SOCIETY**

- LIEU : Tsinghua University, Beijing, Chine
- DATE : 9-12 juillet 2006

www.femes2006.em.tsinghua.edu.cn

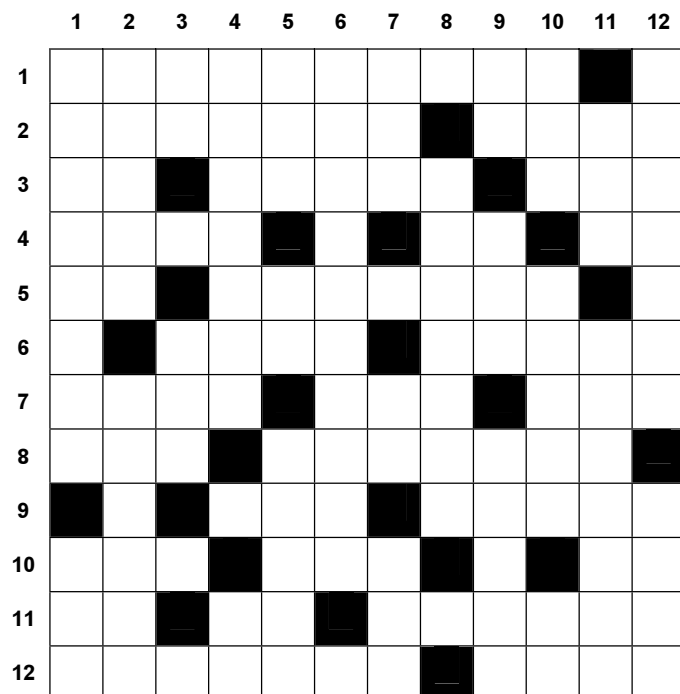
**2006 JOINT STATISTICAL MEETINGS
AMERICAN STATISTICAL ASSOCIATION**

- LIEU : Seattle, Washington
- DATE : 6-10 août 2006

www.amstat.org/meetings

Nous vous invitons vivement à visiter le site Internet du Département à l'adresse : www.sceco.umontreal.ca. On y trouve un ensemble complet d'informations sur le Département, les programmes qu'il offre, les séminaires qui s'y donnent ainsi que les numéros de L'Éconolien. À cet égard, si vous préférez consulter L'Éconolien en ligne plutôt que le recevoir par la poste, nous apprécierions que vous en avisiez Suzanne Larouche-Sidoti (suzanne.larouche-sidoti@umontreal.ca) téléphone : 514-343-6854 ou télécopieur : 514-343-7221.

Mots croisés de Suzanne



HORIZONTALEMENT

- 1) Fonction inverse de l'exponentiel.
- 2) Sans odeur – Ville de Grande-Bretagne
- 3) Abréviation religieuse – Hilarités – Lettre grecque.
- 4) Irlande – Unité deux mots – Article.
- 5) Astate – Malheureusement, on l'acquiert souvent en vieillissant.
- 6) Né de – Isolés.
- 7) Emploi, fonction, influence exercés par quelqu'un – Nul n'est censé l'ignorer – Racaille.
- 8) Espace économique européen – Portée à une valeur inférieure.
- 9) Saint-Pierre – Raconte.
- 10) Patronne – Adresse – Sillonnée en campagne.
- 11) Métal précieux – Palladium – Étendus.
- 12) Professeur étranger chargé de faire pratiquer sa langue maternelle, dans un établissement d'enseignement – Finesse.

VERTICALEMENT

- 1) Qui a rapport aux lignes – Monnaie du Pérou.
- 2) Nouvelle répétée de façon incontrôlable – Mouche que les moutons n'aiment pas.
- 3) Jeu chinois – Montréal.
- 4) Si vous déménagez, n'oubliez pas de me la donner – Platine.
- 5) Mets exquis (morceau de ...) – Expert – Économiste britannique.
- 6) Dont la qualité n'est pas constante.
- 7) Utile au golfeur – Indéfini – Pour la troisième fois.
- 8) Période pendant laquelle des examens ont lieu.
- 9) Personnel – Moitié de mouche – Appareil de radiorepérage.
- 10) Saison. – Mathématicien suisse – Vu.
- 11) Enlève – Plantes grimpantes.
- 12) En économie, on l'utilise pour interpréter les données – Langue celtique.

La solution paraîtra dans la rubrique L'Éconolien du site Web du Département le 30 novembre 2005.

Contenu du Bulletin

Mot de la rédaction.....	1
Mot du directeur	1
Il y a déjà 100 ans!.....	2
Au 6 ^e étage!	3
Coup de projecteur sur nos chargé(e)s de cours.....	5
Échos des anciens et amis.....	6
Une ancienne nous reçoit.....	11
Un prof nous parle	14
Le diagnostic de nos docteurs.....	20
J'ai lu	21
Calendrier des rencontres scientifiques	24
Mots croisés de Suzanne.....	26

**La rédaction de L'Éconolien remercie Jocelyne Demers, adjointe administrative au Département de sciences économiques, d'avoir relu la première mouture des textes de ce numéro et d'y avoir apporté les corrections de style qui s'y imposaient.*

N.D.L.R. : Le genre masculin a été utilisé dans ce bulletin uniquement dans le but d'alléger le texte.

Publié par le Département de sciences économiques
de l'Université de Montréal.

Rédaction : André Martens en collaboration avec
Suzanne Larouche-Sidoti.

Adresse : L'Econolien
Département de sciences économiques
Université de Montréal
C.P. 6128, succ. Centre-ville
Montréal, Qc, H3C 3J7

Courriel : andre.martens@umontreal.ca

Téléphone : (514)343-7390

Télécopieur : (514)343-7221